

Sur 4 pages à l'intérieur, spécial procès de Blida

# le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :

20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :

Chèque bancaire à l'ordre de SARO ou chèque postal à l'ordre du « Prolétaire »

Abonnements :

1 an : 50 F; 6 mois : 25 F  
pli fermé : 80 F et 40 FAbonnements de soutien :  
à partir de 100 F17<sup>e</sup> ANNEE - N° 327

LE NUMERO : 2 F 50

20 FB - 1 FS

9 au 23 janvier 1981

Après les incidents de VITRY

## Le réformisme : raciste et anti-ouvrier

Après le transfert de 300 travailleurs maliens de Saint-Maur à un foyer de Vitry, un commando PCF n'a pas trouvé mieux pour « défendre ces travailleurs » contre la barbarie des quotas, du parage et des ghettos que de rendre le foyer inhabitable à coups de bulldozers. Tout le monde — mairies de Saint-Maur et de Vitry, gouvernement et PC — se renvoie hypocritement la balle pour s'accuser de racisme. Mais le racisme n'est-il pas le produit inévitable d'un système social que toutes ces forces défendent collectivement ?

Quoi qu'on en dise, le gouvernement et le PC ne sont pas seuls à se prononcer pour le contrôle de l'immigration aux frontières, pour des quotas de répartition des immigrés dans les régions, les départements ou les professions en fonction du taux de chômage, pour le respect de « seuils de tolérance » dans les quartiers, les communes et les écoles elles-mêmes. Tout le monde défend cette politique : le PS comme le PC, la CFDT comme la CGT, la LICRA comme le MRAP.

Mais qu'est-ce donc qui pousse les travailleurs maghrébins ou africains à venir en France, sinon le mécanisme capitaliste qui concentre les industries dans la métropole en vidant en même temps les campagnes africaines ? Qu'est-ce qui pousse les prolétaires à habiter Belleville plutôt que le 7<sup>e</sup> à Paris, Vénissieux plutôt que le 2<sup>e</sup> à Lyon, Vitry plutôt que Neuilly, sinon les lois mêmes de la rente foncière et du profit complétées par les besoins de l'« ordre public », qui chassent les travailleurs dans des banlieues d'autant plus éloignées qu'ils sont plus démunis,

après les avoir parqués momentanément dans les quartiers insalubres et abandonnés du centre des villes.

Devant ces mouvements produits inévitablement par le mécanisme social, il y a deux attitudes possibles. Ou bien on prend appui sur leurs effets objectivement subversifs, en particulier la fusion des nationalités, pour rassembler les forces de la classe ouvrière et lutter réellement contre les conséquences catastrophiques du capitalisme et s'organiser en vue de la lutte révolutionnaire pour sa destruction. Ou bien on s'inquiète de la misère sociale, non tant pour la soulager que pour protéger l'ordre établi de ses effets subversifs, et on la double alors inévitablement d'une oppression insupportable : c'est le fond de la politique de « contrôle de l'immigration » et de la prétendue « répartition équitable des immigrés », qui ajoute à la misère des travailleurs une oppression bureaucratique et policière. Cette oppression s'effectue selon une ligne de démarcation nationale et raciale qui met une partie de

la classe dans une situation politique, sociale et économique inférieure, nourrit l'esprit de supériorité nationale et raciale, bref, appelle le racisme et paralyse les réactions de la classe en divisant ses rangs.

### DANS CE NUMERO

- Janvier 1921, fondation à Livourne du PC d'Italie.
- Le racisme, partie intégrante du social-impérialisme.
- Révolte anticoloniale aux Antilles.
- La montée du chômage.

Les partis de gauche soi-disant « ouvriers » et les bureaucrates syndicaux font mine de dénoncer le gouvernement quand il rend les immigrés responsables du chômage. Mais, comme ils se gardent bien de mener des luttes radicales pour la diminution

(suite page 2)

## Solidarité avec les condamnés de Blida!

Après des aveux arrachés sous la torture et un simulacre de procès, cinq militants et contacts de notre organisation viennent d'être condamnés par le tribunal militaire de Blida à des peines de 3 à 10 ans de prison. Il s'agit de Mohamed Bessada, Rabah Benkheilat, Abdelmalek Kendour, Ali Akkache et Mohamed Naaman. Nous saluons ces jeunes révolutionnaires qui, malgré deux années de détention au secret entre les mains de la Sécurité militaire algérienne, n'ont pas hésité à revendiquer avec courage leurs idées face à ceux qui s'apprêtaient à les condamner.

Ce procès est un nouvel épisode de la répression qui frappe quotidiennement la classe ouvrière et les masses pauvres d'Algérie, cependant que la nouvelle classe dominante issue de l'indépendance s'engraisse cyniquement en accumulant richesses sur richesses. L'acharnement contre les condamnés de Blida montre à quel point la bourgeoisie algérienne craint la diffusion — en particulier au sein de l'armée, principal instrument de défense de sa domination et de ses privilèges contre la colère des masses — du marxisme révolutionnaire, qui démasque tous ses mensonges sur le soi-disant « socialisme » algérien et montre aux opprimés la voie de leur émancipation. Mais ni la répression, ni les mensonges bourgeois n'empêcheront le fossé de classe de se creuser chaque jour davantage, en Algérie comme ailleurs, et la classe ouvrière de s'emparer de l'arme du marxisme pour organiser à la tête des masses pauvres le combat contre le capitalisme.

Nous appelons tous les révolutionnaires, tous les militants de la cause de l'émancipation prolétarienne, à lutter avec nous pour la libération des condamnés de Blida et pour les arracher des mains de la Sécurité militaire.

Quant aux bourgeois algériens, à leurs flics et à leurs tortionnaires, nous n'implorons de leur part ni « mesures de libéralisation », ni clémence. Nous n'avons qu'une chose à leur dire : le jour où la classe ouvrière procédera au règlement des comptes, le châtiement qu'ils subiront de la part des masses sera à la mesure des souffrances qu'ils leur auront infligées.

Parti Communiste International  
1<sup>er</sup> janvier 1981.

## Les réponses de la CGT à l'attente des travailleurs

A l'heure des bilans annuels, le patronat et la bourgeoisie sont partagés entre le soulagement et l'inquiétude : peu de mouvements depuis celui des marins-pêcheurs cet été, ou alors circonscrits et isolés, comme celui des mineurs marocains de Merlebach, ou bien des occupations d'entreprises qui restent enfermées entre les murs de l'usine. Mais qu'est-ce qui couve sous cette absence de réactions ?

Est-ce la résignation ou le découragement, ce découragement que la bourgeoisie espère et qu'elle entretient par le chantage aux licenciements et la répression contre tout ce qui bouge ? Pour autant qu'on puisse l'apprécier justement en l'absence de luttes, le sentiment qui semble dominer dans les entreprises est plus l'attente, l'expectative, que la résignation. Même sans avoir une claire conscience de la nécessité de l'unité de classe, les travailleurs sentent bien que la lutte partielle, les mouvements isolés ne font plus le poids face à une bourgeoisie dont les capacités de concessions économiques, sans être anéanties, sont malgré tout réduites par la crise.

Sans être docteurs en économie, et sans l'aide des ordinateurs syndicaux, les travailleurs sentent aussi qu'à une crise mondiale, il ne peut être donné de réponse locale durable. Enfin, l'attitude de détachement et de dérision face au cirque électoral, attitude qui ne se manifeste pas seulement dans des couches marginales, répond aussi à ce même sentiment, plus ou moins stable, que les vrais ressorts sont ailleurs, que ce n'est

(Suite page 3.)

## En Turquie, renforcement de la dictature bourgeoise

Le 12 septembre 1980, l'armée turque a pris directement en main le pouvoir en supprimant tous les partis politiques, en dissolvant la chambre des députés et en suspendant la Constitution. Ce coup d'Etat s'inscrit dans une longue période de tensions économiques, sociales et politiques graves au cours de laquelle la bourgeoisie

Désormais l'Etat et l'armée ont les mains entièrement libres pour se livrer à une répression encore plus systématique contre le mouvement ouvrier en Turquie sans même avoir à faire semblant de respecter le masque mensonger de la démocratie bourgeoise. Ils peuvent procéder à des arrestations massives d'ouvriers et de militants combattifs, à des tortures, à des opérations de ratissage dans les quartiers ouvriers comme dans les villages kurdes, à des exécutions capitales. A ce jour d'ailleurs deux militants d'extrême gauche ont déjà été exécutés et près d'une centaine ont été condamnés et risquent à tout moment d'être pendus. Certes, pour faire illusion, les militaires ont également arrêté quelques militants d'extrême droite et même leur leader Turkez, et auraient pendu un fasciste notoire dont pourtant curieusement l'avocat n'était pas présent lors de l'exécution. Mais cela ne peut tromper personne : la terreur militaire a pour seul objectif de prolonger la répression menée par la démocratie bourgeoise contre le prolétariat afin de nettoyer tout foyer d'agitation sociale.

En effet, la terreur ouverte exercée par l'armée (qui en est à sa troisième intervention depuis 1960) n'est que l'aboutissement naturel de l'action permanente menée par l'Etat

dans un cadre démocratique pour briser une agitation sociale sans cesse croissante et des luttes généreuses menées par la classe ouvrière pour se défendre contre l'intensification de l'exploitation et de l'oppression capitalistes (chaque fois que le cadre parlementaire était insuffisant, l'armée est intervenue pour dégager un nouveau terrain permettant de réactiver le poison démocratique tout en renforçant l'Etat). Ainsi depuis la dernière intervention militaire en 1971 le vernis démocratique appliqué à travers l'alternance au pouvoir des deux partis bourgeois, le Parti de la Justice et le Parti Républicain du Peuple, aidés de leurs deux satellites, le Parti de l'Action Nationale (fascisant) et le Parti du Salut National (islamisant), a permis à la bourgeoisie de monopoliser la scène politique afin de canaliser le mouvement ouvrier dans les ornières de l'électoratisme et de l'interclassisme.

Mais dans le même temps la démocratie capitaliste s'est blindée chaque jour davantage en utilisant d'une part la violence légale de la justice, de la police et surtout de l'armée au moyen de l'instauration de l'état de siège dans plusieurs départements depuis le grand mouvement de grève des 15-16 juin 1970 et reconduit depuis le plus démocratiquement du monde par le Parlement bourgeois,

et en utilisant d'autre part la violence para-légale des commandos du Parti de l'Action Nationale, qui pouvaient en toute impunité se livrer à des massacres et des crimes quotidiens contre les ouvriers combattifs et les militants d'extrême-gauche. Comme nous l'avons à plusieurs reprises proclamé, cela démontrait clairement qu'en Turquie comme ailleurs, l'Etat, la Constitution, les lois, le Parlement, la police, l'armée et les commandos forment tous ensemble le poing armé de la démocratie bourgeoise, et que, loin de s'écarter, la démocratie et le fascisme se complètent pour défendre l'ordre bourgeois.

Cette stratégie de la bourgeoisie était destinée à paralyser une classe ouvrière de plus en plus remuante en l'enfermant dans un cadre parlementaire légaliste et interclassiste grâce aux mensonges réformistes du Parti Républicain du Peuple, à la trahison ouverte des soi-disant partis de gauche et de la direction opportuniste de la DISK, et grâce à l'aveuglement criminel des groupes d'extrême-gauche qui tous, à travers des orientations pacifistes ou violentes, préconisaient de soutenir une fraction de la bourgeoisie jugée plus progressiste contre une autre fraction plus ouvertement conservatrice et soi-

(suite page 4)

## Le racisme, partie intégrante du social-impérialisme

Le social-impérialisme ne s'appuie pas seulement sur le chauvinisme ou le social-chauvinisme, c'est-à-dire l'esprit borné d'exclusive nationale né sur le terrain des oppositions historiques entre Etats, comme c'est le cas par exemple du chauvinisme anti-allemand en France. Il s'appuie aussi sur le racisme, ou le social-racisme, c'est-à-dire l'esprit de supériorité nationale et raciale qui résulte d'un long passé de domination impérialiste et de corruption de couches entières de prolétaires des métropoles impérialistes et qui leur fait mépriser les prolétaires et les masses exploitées des anciennes colonies ou des colonies et semi-colonies actuelles. C'est le cas en France vis-à-vis des travailleurs maghrébins ou noirs, d'Afrique ou des DOM-TOM.

On sait que l'Internationale Communiste est née au sortir de la 1<sup>re</sup> guerre mondiale en combattant le social-patriotisme des partis social-démocrates, mais aussi leur exclusivisme à l'égard des peuples des continents « arriérés » : « *L'Internationale Communiste rompt pour tout jamais, lit-on dans les statuts de l'IC de 1919, avec la tradition de la I<sup>re</sup> Internationale pour laquelle n'existaient en fait que les peuples de race blanche. L'Internationale Communiste fraternise avec les hommes de race blanche, jaune, noire, les travailleurs de toute la terre.* »

Le social-racisme du PS n'a jamais fait de doute, mais il est certain aussi que le PCF n'a jamais complètement rompu avec le social-chauvinisme, le social-colonialisme et le racisme. On peut rappeler à titre de preuve les admonestations de l'IC, obligée d'expliquer au PCF pourquoi il était nécessaire d'exclure du Parti la section de Sidi-Bel Abbès, « *qui couvre d'une phraséologie pseudo-marxiste un point de vue purement esclavagiste* » (Résolution sur la question française adoptée au IV<sup>e</sup> Congrès de Moscou, 1922). Il est clair qu'après le tournant de 1934, et l'aplatissement total du PCF devant l'impérialisme français sous couleur de défense de la démocratie, cette politique social-impérialiste n'a fait que gagner en force avec la guerre impérialiste et la reconstitution de l'empire colonial.

**Soutenez le développement international de la presse du Parti !**

La bonne conscience démocratique a pour habitude de faire du racisme une caractéristique du fascisme. Ce n'est en fait qu'une hypocrisie de plus. Il existe un lien tout à fait nécessaire et que les démocrates passent sous silence, en revanche, entre le racisme anti-maghrébin et anti-noir et la démocratie impérialiste française, dont le PC et le PS sont des soutiens actifs.

Mieux, le lien entre démocratie impérialiste et social-racisme est bien plus étroit, si on y regarde de près, que celui que l'on veut bien établir entre racisme et fascisme. La raison en est simple.

La démocratie comme le fascisme sont tous deux liés à l'exacerbation du nationalisme, de la xénophobie et du racisme, car ils sont les formes jumelles de l'Etat impérialiste moderne qui ne vit qu'en luttant contre les autres Etats impérialistes et en opprimant une quantité de nations, d'Etats et de peuples plus petits et plus faibles.

Et si l'antisémitisme fut un des traits du nazisme, ce trait est aussi contingent qu'a pu l'être le nazisme comme forme historique. Le fascisme italien n'a pas été, lui, antisémite. En revanche, on peut dire que les démocraties impérialistes sont d'autant plus racistes que le consensus social sur lequel elles reposent, consensus fondé sur les privilèges impérialistes, y est plus « volontaire » que dans les formes du fascisme historique, ou même que le néo-stalinisme est-européen qui a repris toutes les vieilles traditions de l'antisémitisme, notamment en Russie et en Pologne.

Plus l'Etat capitaliste est sénile par conséquent, et surtout s'il conserve sa forme démocratique, plus la division doit être entretenue entre les prolétaires, et la haine nationale et raciale sont des moyens ordinaires de cette division, comme le montre la situation sociale aussi bien en Angleterre qu'en Hollande, aux Etats-Unis qu'en France. Et parce que les partis opportunistes travaillent activement à la division de la classe, à construire tout un système de discriminations économiques, sociales et politiques qu'ils violent de la dénonciation platonique du racisme et de l'antisémitisme, le PC et le PS sont effectivement social-racistes.

Allez donc essayer, comme s'imaginent le faire les centristes et en particulier les trotskystes, de combattre le chauvinisme et le racisme, sans mener une lutte sans merci contre les partis social-impérialistes et la démocratie petite-bourgeoise des pays impérialistes !

## Vitry, la gauche et l'extrême gauche

Les réactions après l'attaque du foyer de Vitry sont intéressantes à plus d'un titre. Elles montrent d'abord la parfaite hypocrisie des bourgeois qui, dans leur presse, à la radio et télévision, cherchent à se tailler un costume d'anti-racistes et de défenseurs des ouvriers sur le dos du PCF, alors qu'entre 1976 et 1980 ce sont près de 100.000 travailleurs immigrés qui ont été renvoyés avec leur approbation. Dans la gauche, les réactions sont aussi significatives.

• **LA CFDT** désapprouve l'attitude du PC et saisit l'occasion, par la voix de Bobichon, secrétaire général de l'URP, de réaffirmer sa volonté... de « *défendre le contrôle des flux migratoires* » (Le Quotidien de Paris du 29-12-80).

• **LE PS** désapprouve et réaffirme lui aussi son soutien indéfectible... à l'arrêt de l'immigration (Le Matin du 31-12-80). Il désapprouve, mais « *les communistes ont raison de soulever le problème* » (Le Matin du 27-12). Il désapprouve, mais « *le pire des racismes serait de nier les difficultés que rencontrent de nombreuses municipalités* »...

• **LE PCF** à Vitry arrête l'immigration avec un bulldozer, la CFDT, le PS, et aussi la CGT veulent la stopper à coup de lois et de flics, « *démocratiquement* ».

• **LE MRAP** désapprouve mais... juge « *que la concentration systématique des immigrés dans certaines communes [...] multiplie les difficultés* » (Le Monde du 31-12). Le désaveu porte donc sur la méthode, mais pas sur la revendication. En somme, on est tous d'accord, mais mieux vaut ne pas mettre directement la main à la pâte...

C'est au Quotidien de Paris de résumer cette attitude de la gauche dans son numéro du 30-12 : « *Arrêter l'immigration, mais en y mettant les formes* ».

Quant à l'ex-trême gauche, ses réactions constituent une nouvelle illustration de son souci de tourner le dos à tout ce qui mettrait le PCF en difficulté.

• **LA LCR**, après une dénonciation de la revendication de la répartition des immigrés et du chauvinisme du PCF, donne comme perspective l'unité du PC et du PS... pour lutter contre le racisme (Tract de la Fédération du Val-de-Marne diffusé à Vitry le 3-1-81). Unité de l'essence et du mazout pour éteindre l'incendie !

• **LO** remporte la palme du suivisme : dans son dernier congrès elle approuve la politique du PCF « *car ce qu'il dénonce est valable et fondé* », et « *les municipalités n'ont fait preuve d'aucun ostracisme envers les immigrés* » (Lutte de Classe du 22-12-80).

• **L'UCF** : Dans Le Monde du 28-29-12-80, elle écrit : « *En réclamant une répartition équitable des ouvriers arabes ou africains ; en restaurant, à propos des écoles, l'idée d'un numerus clausus des enfants d'immigrés ; en appelant à la mobilisation pour l'arrêt absolu de l'immigration, le PCF met en branle la logique du racisme d'Etat* ». Seul le PC est critiqué : l'UCF fait du PC l'épouvantail, l'arbre qui cache la forêt. De plus, sa critique repose sur un terrain inter-classiste, celui de l'antiracisme démocratique : une base sur laquelle l'UCF est amenée à rejoindre les organisations qu'elle dénonce aujourd'hui.

## Après le crime de Laeken, un tract du parti (extraits)

### En Belgique aussi, des immigrés assassinés...

*Un fasciste assassine un travailleur marocain ! Et la presse bourgeoise crie au racisme, crie au scandale ! Mais elle oublie de se scandaliser des ratonnades, des contrôles, des fouilles systématiques, des passages à tabac et des mesures d'expulsion dont sont victimes quotidiennement les travailleurs immigrés de la part des « forces de l'ordre » légales.*

*La bourgeoisie belge voudrait se refaire une virginité en condamnant le racisme et les attentats « illégaux », alors qu'elle les entretient soigneusement dans les faits en faisant des immigrés les boucs émissaires de la crise, du chômage et de l'« insécurité des Belges ».*

*[...] C'est avec la même hypocrisie que le PS, PC et syndicats essayent de cacher sous un flot de verbiage antiraciste, humaniste et démocratique leur mépris des immigrés : on*

*ne défend pas les immigrés en réclamant, comme ils le font, le contrôle de l'immigration ! [...]*

*Aucune « loi antiraciste » ne pourra garantir la défense des travailleurs immigrés face aux attaques conjuguées des forces légales et « illégales » ; seule une autodéfense de classe pourra le faire.*

*Aucune « loi antiraciste » ne vengera l'assassinat de Ben Hamou. Contre les violences de la bourgeoisie nous ne pouvons compter que sur nos propres forces.*

*Opposons à la violence bourgeoise la violence collective des travailleurs en organisant partout où c'est possible, dans les entreprises, les quartiers, l'autodéfense contre le terrorisme légal ou illégal de la bourgeoisie et de son appareil d'Etat !*

## Le réformisme: raciste et anti-ouvrier

(Suite de la page 1)

du temps de travail ou contre les licenciements et de rattacher cette lutte à la révolution prolétarienne internationale, ils n'ont d'autre perspective que de lier strictement, aussi bien dans leurs plates-formes revendicatives et leurs programmes politiques que dans leurs projets de loi au parlement, les flux de main-d'œuvre à la situation de l'emploi.

Ces larbins de la bourgeoisie se gardent bien d'appeler l'ensemble de la population ouvrière à lutter pour assurer des ressources décentes aux chômeurs, aux vieux, etc. Incapables de voir plus loin que l'horizon borné de la caisse des fonds municipaux dont ils ont la gestion, ils veulent faire croire aux travailleurs français que s'ils manquent d'« aide sociale », cela provient du fait qu'elle est accaparée par les étrangers, qui sont trop misérables, ont trop d'enfants, etc., bref, sont, comme on le voit, responsables de crimes odieux !

La classe ouvrière est nécessairement mal logée parce que le capitalisme ne peut prévoir les mouvements anarchiques de main-d'œuvre, et que les mécanismes du profit et de la rente foncière font qu'il construit des logements minables pour des salaires bas tandis que de nombreux appartements trop chers restent inaccessibles aux travailleurs. Mais les partis soi-disant « ouvriers » se gardent bien de mener des luttes pour de meilleurs salaires, de lutter pour la baisse radicale des loyers et de démontrer que la réquisition de logements et la nationalisation du sol par un pouvoir prolétarien soulageraient immédiatement les masses exploitées. Enfoncés dans la gestion douillette de « leurs » sociétés HLM et assoupis dans la corruption du clientélisme, ils ont proposé tout un système d'« Aide Personnalisée au Logement » qui permet de faire rentrer les loyers du capitalisme tout en divisant à l'infini les travailleurs. Ils expliquent aux prolétaires français que les logements seraient plus accessibles s'il y avait moins d'étrangers dans leurs communes, les

charges moins lourdes s'il y avait moins de miséreux (entendez : moins d'étrangers !), la vie plus facile non pas si les cloisons étaient plus épaisses et les bâtiments mieux entretenus, mais si tout le monde avait les mêmes mœurs, bref, s'il y avait moins de Maghrébins et moins d'Antillais !

Les enfants des prolétaires n'apprennent plus rien à l'école et en reviennent fatigués. Mais pour les bureaucrates ouvriers et les petits-bourgeois « de gauche », il est bien plus facile de demander de limiter le nombre d'étrangers dans les écoles — nombre qui a pourtant l'immense avantage de permettre aux enfants de toutes les nationalités d'apprendre à vivre ensemble — que de lutter pour le dédoublement systématique des classes et la réduction d'horaires qui n'ont d'autre but que d'abrutir les enfants ; sans parler du besoin d'en finir avec la séparation mutilante entre l'école et la production et avec l'encasernement de la jeunesse.

Et comme ces cités-ghettos où le capitalisme enferme les couches les plus misérables de la population ouvrière, sans moyens de transport, sans centres de détente, de sport ou de réunion, sans autre spectacle que l'étalage de la misère, nourrissent nécessairement le chapardage, le vol et la prostitution pour survivre, ainsi que le vandalisme contre les symboles et la révolte contre les agents de la société bourgeoise, il n'y a plus qu'à en appeler à la « prévention » d'une armée de curés et de psychologues, d'« animateurs » et d'assistantes sociales, et de plus en plus directement à l'intimidation et à la répression policières !

Au lieu de voir dans cette concentration de la misère à un pôle de la société une potentialité révolutionnaire qui peut aider la classe ouvrière entière à contrer la pression du capitalisme et à ouvrir la voie de son émancipation, les partis soi-disant « ouvriers » en appellent au sentiment peureux et protectionniste des couches aristocratiques pour défendre des miettes qui ont été concédées dans le but d'amortir la lutte sociale ! Ils vantent l'idéal misérable d'un salariat

fonctionnarisé, d'un logement garanti par le piston municipal, d'un pavillon acquis par toute une vie d'épargne, d'une petite école où l'on enseigne les valeurs de la « promotion sociale » dans un pays protégé de l'« étranger », les rêves d'un mode de vie qui singe celui des bourgeois, alors que la misère reste là, horrible, dans la rue proche, dans le même immeuble, d'autant plus insupportable qu'elle rappelle de façon lancinante le besoin de la lutte collective à laquelle on prétendait échapper !

La prospérité bourgeoise donnait une base matérielle à la politique de réformes sociales, et la distribution de miettes permettait d'éviter la lutte sociale. Mais à l'heure où la succession des crises capitalistes pousse la bourgeoisie à détruire les « indexations » et les « rigidités », ces « garanties » qui la gênent maintenant dans la guerre économique généralisée, le passage à la lutte devient de plus en plus nécessaire.

Cependant, tandis que les catégories les plus misérables, sans réserves, y sont poussées plus spontanément, il est logique que la première réaction des catégories « aristocratiques » soit de tenter de défendre les privilèges acquis avant de s'apercevoir que la lutte collective pour les intérêts communs des larges masses ouvrières est seule féconde.

Or, c'est cette défense des privilèges acquis que les partis soi-disant « ouvriers » érigent en principe et poussent jusqu'à l'alliance avec la bourgeoisie et l'Etat impérialistes contre les intérêts des larges masses ouvrières et aussi contre les masses exploitées des pays dominés. Cette politique chauvine, raciste et impérialiste n'est donc nullement la défense des prolétaires français, mais la politique d'alliance ouverte avec l'impérialisme français pour le maintien des privilèges de certaines catégories, dans le but de retarder et d'éviter la lutte de classe. Aujourd'hui il s'agit des prolétaires immigrés. C'est la même politique que mène également le réformisme « ouvrier » vis-à-vis de toutes les catégories les plus exposées, les jeunes, les femmes, les non-qualifiés,

les hors-statut, bref les larges masses de la classe ouvrière.

Voilà qui permet d'expliquer le regain de « combativité » du PCF et de la CGT aujourd'hui. Mais c'est une « combativité » qui n'est pas prolétarienne ; elle est fautive, dénaturée, conservatrice, et provoque le dégoût. Et pourquoi agit-elle surtout le PCF, alors que le PS peut se permettre de lui faire tranquillement la morale ? C'est parce que le PCF est le parti ouvrier bourgeois par excellence, c'est-à-dire ouvrier par son influence et bourgeois par sa politique, tandis que le PS est davantage petit-bourgeois. La petite-bourgeoisie n'a pas besoin de la même politique active de division contre-révolutionnaire, car elle est elle-même spontanément divisée par le mécanisme du capital, qui au contraire tend à déblayer le terrain pour l'union des prolétaires. Mais les uns et les autres mènent la même politique conservatrice et anti-ouvrière.

Voilà pourquoi la lutte contre la division des rangs ouvriers, dont le racisme est une arme privilégiée, ne peut être menée que sur le terrain de la lutte de classe, de la lutte collective ouverte contre le capital et ses larbins démocratiques et social-impérialistes.

### SOUSCRIPTION POUR LA DEFENSE DES CONDAMNÉS DE BLIDA

Nous appelons tous les militants, lecteurs et sympathisants à manifester leur solidarité active avec nos camarades et contacts frappés par la répression bourgeoise en Algérie en versant une souscription pour leur défense.

\*

Chèques bancaires ou postaux à l'ordre de SARO avec mention Solidarité Algérie.

## Janvier 1921, fondation à Livourne du Parti Communiste d'Italie (1)

## La lutte pour forger le parti de la révolution

Le problème qui se posait aux délégués du Parti Socialiste Italien réunis à Livourne à la mi-janvier 1921 est un peu différent de celui du Congrès de Tours (voir *Le Prolétaire* n° 326). Il ne s'agissait pas de décider si on allait ou non adhérer à l'IC — l'adhésion du parti, unanime, avait été acquise depuis plusieurs mois —, mais au contraire de faire de cette section provisoire de l'Internationale un véritable parti communiste en en rejetant les opportunistes avérés et ceux qui les suivaient, selon la fameuse 21<sup>e</sup> condition d'adhésion stipulée à Moscou.

Surtout, la plus grande différence avec la situation qui avait présidé à la naissance du PCF était qu'en Italie il existait un courant authentiquement marxiste, qui s'était préparé à travers toute une série de combats théoriques et pratiques, contre la droite réformiste, mais aussi contre le centre conciliateur, contre l'anarcho-syndicalisme et contre les variantes plus modernes de gauchisme infantile, à devenir le pivot de la scission réclamée par Moscou, scission que ce courant lui-même voulait et préparait de toutes ses forces depuis plusieurs années.

Ce qui avait été au centre du II<sup>e</sup> Congrès de l'IC, en juillet 1920, c'était la réaffirmation des principes cardinaux du communisme (révolution violente, dictature, terreur, parti) comme voie unique de l'émancipation prolétarienne, inconciliable avec les principes de la démocratie comme de la social-démocratie. C'était aussi l'affirmation que dans la situation présente, caractérisée par un retard des conditions subjectives de la révolution par rapport à l'accumulation de « matières inflammables » à l'échelle mondiale, la tâche primordiale du mouvement communiste international était de tendre toutes ses énergies non pour « hâter la révolution », mais pour « renforcer la préparation révolutionnaire du prolétariat », qui souvent n'avait « même pas été entreprise de façon systématique » (1). La première tâche était donc de constituer partout des partis communistes véritables en regroupant les forces communistes dispersées et en renforçant la lutte contre l'opportunisme. D'où la nécessité d'imposer aux partis qui, formellement, avaient déjà adhéré à l'IC d'exclure leurs fractions réformistes et de se conformer aux conditions d'adhésion fixées par le centre mondial.

C'est cet ultimatum qui fut posé, en juillet 1920, au PSI comme aux autres partis adhérents, et qui servit de catalyseur permettant de ranger sans équivoque, aux yeux des bolchéviks, le « maximalisme » italien représenté notamment par Serrati dans le centre international, où la Gauche marxiste,

pour sa part, l'avait depuis longtemps rangé. Le discours de Serrati, au II<sup>e</sup> Congrès de l'IC, sur les conditions d'adhésion est une véritable anthologie des arguments du centrisme. Il est une apologie de la tolérance, de l'« ouverture » du parti : « Ouvrons les portes de l'Internationale à tous les partis capables de faire la révolution avec nous ? ; après nous discuterons ». Ne jugeons pas les hommes et les courants car « c'est la situation qui fait les hommes, et non le contraire ». Argument typiquement mécaniste et fataliste : quand la situation n'est pas révolutionnaire, il est normal que le parti ne le soit pas (on peut donc garder les réformistes !); quand elle sera « mûre », on verra : on épurera le parti, à moins... que les réformistes eux-mêmes ne se soient transformés en révolutionnaires ! A cela s'ajoute le polycentrisme, lui aussi typiquement social-démocrate : surtout pas d'ordres centraux ! « Qu'on nous laisse choisir le moment de l'épuration du parti. Nous vous assurons tous [...] qu'elle sera accomplie ; mais donnez-nous la possibilité de faire cela nous-mêmes » (2).

Tous ces boniments n'étaient évidemment que des prétextes : la scission d'accord, mais... plus tard et à notre manière ; la préparation de la révolution d'accord, mais... pas maintenant. D'ailleurs, les autres arguments des maximalistes montrent bien jusqu'où allait leur volonté de faire « plus tard » la scission. Serrati s'attache à montrer qu'en Italie (condition particulière !) la droite est différente qu'ailleurs : elle observe la discipline (voire !), elle défend les ouvriers, elle s'est opposée à la guerre. Surtout, l'argument essentiel, c'est que l'unité avec la droite est une condition nécessaire de la révolution. La scission ne profiterait qu'à la bourgeoisie : elle affaiblirait le parti en le privant du contrôle des nombreux syndicats, coopératives, municipalités, sièges de députés, tenus par les réformistes !

La réponse des bolchéviks est tranchante : pour avoir le parti révolutionnaire, précisément, et pour avoir plus tard l'unité révolutionnaire des masses sous sa direction, il faut d'abord la scission d'avec les réformistes, qui sont nécessairement destinés à « se transformer en agents de la contre-révolution » et dont l'influence est responsable du fait que « ce n'est pas le parti qui guide les masses, mais les masses qui poussent le parti » (3). A l'automne, face aux reculs toujours plus nets de Serrati et à la lutte acharnée menée par les communistes au sein du PSI, Lénine déclenche une offensive en règle contre le fétichisme de l'unité : « Toute la question est là ! Comment peut-on se préparer à la révolution, aller au-devant de

batailles décisives, quand il y a dans le parti des hommes qui sabotent la révolution ? Ce n'est pas seulement une faute, c'est un crime [...]. Si l'on conserve dans ses rangs des réformistes, des menchéviks, la révolution prolétarienne ne peut vaincre et ne peut se maintenir [...]. Comparer à ce danger celui des « pertes » ou des insuccès, des erreurs, de la faillite des syndicats, des coopératives, des municipalités, etc., est tout simplement ridicule, et ce n'est pas seulement ridicule, c'est également criminel » (4).

Lénine réclamait donc que l'on chasse la droite. Sur le plan de l'application, on alla plus loin qu'il ne le croyait alors possible. Non seulement parce que le centrisme, mis au pied du mur, refusa obstinément de se séparer de la droite en se soumettant aux conditions d'adhésion, mais surtout parce que l'IC trouva dans notre Fraction le point d'appui pour l'application la plus radicale possible des décisions de son II<sup>e</sup> Congrès.

Après l'automne 1920, qui confirme le rôle de la social-démocratie (centre compris) dans l'étouffement du magnifique mouvement d'occupation des usines et l'impuissance du PSI face aux premières actions fascistes, et qui voit la Gauche mener un intense travail pour entraîner derrière elle et « digérer » de nouveaux éléments désormais persuadés du besoin de la scission (l'« Ordine Nuovo »), le Congrès du PSI se réunit enfin en janvier 1921.

Trois motions restent en présence. Celle de la droite, qui revendique tout le passé social-démocrate du parti et donc son unité, confirme son adhésion à l'IC, mais réclame le droit d'interpréter librement les conditions d'adhésion selon les conditions du pays, comme il sied à un parti de « liberté de pensée ». Les principes du communisme ne sont « pas refusés » en théorie, mais complètement édulcorés dans une tentative de synthèse éclectique avec le réformisme de toujours. En somme, tous les moyens sont bons : « Le PSI n'a pas d'a priori sur le devenir historique du socialisme et sur les moyens à employer pour son triomphe définitif. Le PSI ne nie pas la dictature du prolétariat, entendue dans le sens maximaliste d'une nécessité transitoire imposée par des situations particulières et non comme une obligation programmatique, mais cette dictature ne doit ni ne peut être calquée sur le modèle d'un seul pays [...]. L'usage de la violence pour le passage du pouvoir de la classe bourgeoise à la classe prolétarienne ne peut être nié, mais il ne peut être que l'effort ultime auquel le prolétariat a recours contre la résistance aveugle de la classe bourgeoise et pour briser une organi-

sation sociale non compatible avec les nouvelles méthodes de production » (5).

La motion du centre tente de faire le pont entre la droite social-démocrate et le bolchévisme. Elle déclare accepter les 21 conditions « dans leur intégralité », en leur ajoutant même l'exclusion (déjà acquise en Italie) des francs-maçons, mais toujours en respectant les « conditions historiques du pays ». L'idée centrale (condition « particulière » de taille !) est qu'il faut « conserver l'unité du parti afin de pouvoir mieux et plus rapidement arriver à la conquête de tout le pouvoir politique, qui veut que tous les moyens soient acceptables dans les limites de l'intransigeance de classe absolue » (6). La pincée de bolchévisme est dans l'idée qu'il faut « renforcer l'unité du parti sur la base d'une plus stricte homogénéité de ses organismes comme de ses membres » et d'une « plus grande centralisation ». Paroles au vent ! Comment faire un parti communiste homogène et centralisé avec des membres qui n'acceptent pas les principes communistes ?

La motion de la Gauche est la seule qui soit sans aucune ambiguïté. Elle affirme que l'adhésion se fait sur la base de l'acceptation intégrale d'un programme et de normes tactiques et organisatives. Cette base est internationale : elle est donnée par les résolutions du II<sup>e</sup> Congrès de l'IC. D'où la nécessité de la scission, non seulement vis-à-vis de la droite, mais vis-à-vis de tous ceux qui, au Congrès, « voteront contre le programme communiste du parti et contre l'engagement à l'observation complète des 21 conditions d'admission à l'Internationale » (7). La droite, mais surtout le centre, sont donc mis au pied du mur. Tout au long du Congrès, comme nous le verrons, la Gauche va être à l'offensive.

(à suivre)

## NOTES

- (1) Œuvres, tome 31, p. 191.
- (2) « Le II<sup>e</sup> Congrès de l'IC : un sommet et une croisée des chemins », Programme Communiste, n° 59, pp. 75-76.
- (3) Lettre du Comité Exécutif de l'IC du 27-8-1920, même article, Programme Communiste, n° 60, p. 42.
- (4) « A propos de la lutte au sein du PSI », Œuvres, tome 31, pp. 396 et 398.
- (5) Dans Luigi Cortesi, Il socialismo italiano tra riforma e rivoluzione (Dibattiti congressuali del PSI, 1892-1921), Laterza, 1969, p. 957. Cet ouvrage contient les trois motions ainsi que l'essentiel des débats du Congrès.
- (6) Idem, p. 951.
- (7) Idem, p. 953.

## Révolte anti-coloniale aux Antilles

Le voyage de Giscard à la Guadeloupe a été salué par une série d'attentats revendiqués par un mouvement s'intitulait GLA (Groupe de Libération Armée).

La Guadeloupe et la Martinique se partagent à parts égales 680.000 habitants, sans compter les 150.000 à 200.000 émigrés en France. Des siècles d'esclavage colonial ont ruiné les sols. Aucune industrie n'est en vue car le marché local est trop faible et tout le commerce se fait avec la métropole, distante de quelque... 7.000 km, et d'où il faut importer en alimentation et en équipements 4 fois plus qu'on n'exporte vers elle.

La population de ces îles misérables, maintenues par la violence « dans le cadre de la République » pour des raisons stratégiques, est donc poussée à émigrer en France où elle doit subir les vexations et les humiliations habituellement réservées aux travailleurs noirs et que la carte d'identité nationale ne supprime nullement. Quant à ceux qui restent sur place, ils n'ont d'autre choix que de marcher sur le voisin pour avoir une place de domestique chez les *békés*, les colons et leurs descendants, les *métros* venant faire du 40 % (les fonctionnaires métropolitains ont une prime de « vie chère » !) ou les touristes blancs venant d'Europe ou d'Amérique chercher le vieil air des colonies, ou bien alors se vendre pour quelque aumône à travers le système du clientélisme colonial.

Les effets de la crise économique sont naturellement décuplés dans les îles, où les récentes catastrophes naturelles (éruption de la Soufrière en 76, cyclones Frédéric, David et Allen pour ne parler que des plus récents) ont été transformées en autant de catastrophes sociales et de moyens de prolétarianisation des masses paysannes par l'administration blanche et ses larbins noirs et ont encore accru la misère générale. C'est au point que le chômage officiel s'élève à plus de 25 % de la population active !

Dans ces conditions, la lutte sociale aux Antilles ne peut pas ne pas prendre l'as-

pect d'une lutte nationale et raciale. Il est clair que l'indépendance ne saurait en elle-même régler la question de la marginalisation économique ni supprimer les oppositions de classe, que seule la transformation communiste de la société réglerait. De plus cette transformation est inconcevable dans un seul pays, à plus forte raison dans une seule île de 340.000 habitants. Mais l'indépendance, c'est-à-dire l'élimination de l'armée et de l'administration blanche, est une condition pour déblayer le terrain de la lutte des classes aux Antilles, tandis que la lutte pour cet objectif est, dans la métropole, une condition pour unir les rangs des prolétaires blancs et noirs.

En tout état de cause, un pouvoir prolétarien en France donnerait, si elle n'a pu être obtenue avant, l'indépendance immédiate et sans condition aux DOM-TOM, et laisserait aux populations locales l'entière liberté de constituer leur propre Etat ou de se fondre dans un Etat voisin.

Parallèlement, la tâche des communistes dans les colonies, et aux Antilles en particulier, est de mettre en avant le besoin de l'indépendance de classe du prolétariat et de son union internationale pour ses buts propres et de faire de la lutte pour l'indépendance, non pas une fin en soi, mais un terrain de ralliement des forces de classe et un moyen de lutte pour la destruction révolutionnaire de l'impérialisme, en l'occurrence l'impérialisme français.

La seule promesse faite par Giscard, face à la situation de détresse actuelle, c'est d'accroître encore la départementalisation, c'est-à-dire le renforcement de la présence militaire et administrative française avec une intensification de l'intégration et de la corruption des « élites locales ». Même le PC, qui avait sorti cette formule typiquement coloniale en 45, est aujourd'hui obligé de la remballer et d'avancer une revendication d'indépendance avec suffisamment de flou pour ne heurter la susceptibilité impérialiste de personne, mais de façon assez os-

(suite page 4)

## Les réponses de la CGT à l'attente des travailleurs

(suite de la page 1)

pas l'arithmétique électorale qui pourra trancher l'opposition de plus en plus claire — les luttes en Pologne l'ont fait éclater une fois de plus — entre les intérêts du capitalisme et ceux des ouvriers.

A sa manière, la CGT essaie de répondre à ces interrogations et à ces doutes, en y ajoutant sa propagande et, dans une moindre mesure, son action. S'adressant aux cadres, à l'aristocratie ouvrière, ou à des travailleurs désespérés dans une entreprise isolée, elle y va carrément du « produisons français », de la défense de l'outil ou de l'entreprise, assaisonnant le tout de déclarations publicitaires tonitruantes, et de bagarres boutiquières contre les syndicats d'à-côté comme à Dufour. Mais dans ses orientations générales, elle s'efforce de faire passer sa vieille marchandise de défense de l'impérialisme et de l'ordre sous une enveloppe plus adaptée aux réactions ouvrières, et elle a pour cela des spécialistes, des « durs » et des « conciliants ».

Dans un grand article publié après le Comité Confédéral national du 2-3 décembre 1980, la *Vie Ouvrière* donne la parole à un de ces « durs », Krasucki. Celui-ci commence par célébrer la lutte sur tous les tons, en rappelant que le patronat et le gouvernement frappent « lorsqu'ils croient qu'ils ne rencontreront qu'une vaguelette. Si c'est la tempête, alors ils composent et reculent ». Bien dit... Mais alors, pourquoi la CGT comme la CFDT déploie-t-elles tant d'efforts pour entourer de digues chaque vague de lutte locale, et empêcher qu'elles ne se rejoignent en une tempête véritable ?

Krasucki en vient ensuite à l'échéance électorale sans Union de la Gauche. Pour s'en tirer, en bon jongleur opportuniste, il va pêcher dans la « tradition syndicale française » quelques notions qu'il va accommoder à sa manière. D'abord, la nécessité de l'action directe : « Ne vous en remettez jamais à personne d'autre qu'à vous, et pas même à nous, la CGT. Comptez sur votre action, vous aurez la CGT à vos côtés ». Très bien ! Mais les défenseurs de l'action directe dans la CGT du début du siècle, malgré les insuffisances blanquistes ou anarchistes de leurs visions

politiques, étaient des lutteurs syndicaux, et à travers les Bourses du Travail, des organisateurs de l'unité ouvrière sur le terrain. Eux qui préparèrent et lancèrent en 1906, dans le cadre de la campagne pour les 8 heures, la grève effective de la 9<sup>e</sup> heure partout où ils avaient une influence, se reconnaîtraient-ils dans la farce à rallonge des « négociations sur le temps de travail », cautionnée depuis deux ans par les syndicats ?

Autre notion historique ressuscitée pour la circonstance, l'indépendance syndicale. Krasucki, qui l'a critiquée en d'autres temps, lui fait cette fois les yeux doux. C'est sur la base de son « indépendance syndicale » que la CGT, en « restant elle-même », pourra « traiter de puissance à puissance » avec chacun des autres syndicats et partis de gauche, et préférer éventuellement, dans un deuxième temps, ceux qui « auraient de sérieuses ressemblances avec la CGT tout en gardant leur originalité ».

Probablement, la CGT, qui vient d'éliminer de son Comité directeur deux militants PS, découvrira bientôt que le plus « ressemblant », c'est Georges Marchais. Mais, pour le moment, elle se montre plus adroite en jouant le détachement et la distance critique vis-à-vis des élections, et essaie ainsi de ménager à la fois, parmi les ouvriers, ceux qui croient encore aux urnes et ceux qui y croient moins.

Pour combattre l'opportunisme de façon adaptée selon les lieux et les circonstances, les travailleurs doivent être conscients du fait que celui-ci est capable de tenir plusieurs langages, même avec des inflexions anarcho-syndicalistes ou « apolitiques ».

Mais ce sont avant tout les exigences concrètes de la lutte qui mettront à l'épreuve ces replâtrages et ces mensonges. Pour cela, il faut montrer à tous le caractère inévitable de la lutte, il faut aider les petites avant-gardes issues des mouvements antérieurs à s'y préparer, à en prévoir les pièges, pour qu'elles servent vraiment au réveil de la classe. Il faut en même temps saisir toutes les occasions, pour renforcer chez les travailleurs, à la lumière de la lutte, l'intuition d'un inévitable conflit général entre les classes, l'exigence de la destruction du capitalisme.

# En Turquie, renforcement de la dictature bourgeoise

(suite de la page 1)

disant plus dangereuse. Le résultat était que l'armée et les commandos pouvaient d'autant plus facilement frapper un mouvement ouvrier désorienté (malgré de magnifiques mouvements de révolte comme celui d'Izmir en février 1980) et dont les éléments les plus combattifs étaient le plus souvent réduits à des actes isolés de violence et de terrorisme individuels, alors même que la répression bourgeoise se développait de manière de plus en plus organisée et centralisée. Ainsi, l'ineptie d'une stratégie de front populaire interclassiste enfermait les éléments sincères qui en ressentiaient confusément la fausseté dans une forme individuelle de violence et empêchait objectivement le développement d'un large mouvement d'autodéfense du prolétariat.

A partir du moment où les impérialismes occidentaux (USA et RFA en tête), inquiets des risques de déstabilisation dans une région ayant une grande importance stratégique, décidèrent de fournir une aide financière, il devint évident que la bourgeoisie turque se devait de prévenir tout risque de reprise et d'extension de la lutte ouvrière et de briser durablement le mouvement ouvrier afin de justifier cette solidarité contre-révolutionnaire internationale et d'en profiter au maximum. C'est là le véritable sens du coup d'Etat du 12 septembre 1980, qui a pour but de centraliser, systématiser et élargir la répression et la terreur d'Etat, tout en paraisant lutter contre une terreur fasciste quotidienne et dispersée, longtemps provoquée et entretenue, mais désormais insuffisante et inutile pour sauvegarder à elle seule l'ordre social bourgeois. Cela montre une fois de plus que le fascisme est le produit naturel de la démocratie capitaliste, qui n'est en Turquie que le marchepied de l'asservissement des masses prolétariennes, paysannes pauvres et sans réserves.

Ce coup d'Etat a provoqué dans tous les Etats impérialistes occidentaux un profond soulagement et une grande compréhension. Bien plus, ces Etats ont de toute évidence préparé sa réussite, puisque c'est depuis l'ambassade turque à Washington qu'il fut publiquement annoncé au monde entier et que, comme par hasard, il fut précédé par l'établissement du visa obligatoire pour les Turcs en RFA, au Bénélux et en France, mesure qui permet de renforcer le contrôle de l'immigration tout en fermant les frontières aux tentatives de fuite des militants pourchassés en Turquie. Tous ces Etats impérialistes si prompts à agiter le torchon des Droits de l'Homme pour dénoncer leur rival, l'impérialisme russe, se déclaraient persuadés de la volonté des militaires turcs de restaurer la démocratie sur des bases « saines » et convaincus qu'il fallait leur en laisser le temps, ce qui revient à les soutenir activement. Tous ces exploiters, eux, savent bien en effet que démocratie et fascisme sont deux armes complémentaires au service de leur domination de classe.

Quant à l'extrême-gauche turque, elle continue de rester prisonnière de l'antifascisme démocratique et interclassiste. Elle appelle, toutes tendances confondues, tous les démocrates et les progressistes à dénoncer le fascisme, alors que sans exception tous les dirigeants du Parti Républicain du Peuple ont réagi au coup d'Etat en... souhaitant qu'il soit bénéfique pour la Turquie. Une fois de plus, au lieu d'œuvrer, ce dont elle est définitivement incapable, pour que le prolétariat lutte indépendamment de toute influence bourgeoise et petite-bourgeoise en opposant à la violence et à l'organisation des capitalistes sa propre organisation et sa propre violence, cette « extrême-gauche » propose un front de lutte populaire plus large encore pour une véritable démocratie, sans voir que

c'est là le meilleur moyen de paralyser toute riposte de classe.

De plus, au lieu d'en appeler à une solidarité prolétarienne internationale, ces pseudo-révolutionnaires préfèrent pleurnicher en Europe auprès des partis de gauche qui font semblant de condamner le coup d'Etat pour permettre aux bourgeois de contrôler un réel mouvement d'opposition et de le désamorcer. Ainsi, pour obtenir l'appui des réformistes de gauche, ces pseudo-révolutionnaires ne dénoncent-ils que les seuls crimes de la Junte militaire en faisant le silence sur tous les crimes et les massacres perpétrés par les gouvernements démocratiques précédents : ils sont même en recul par rapport à la dénonciation faite par Amnesty International au printemps 1980 des tortures exercées sous les gouvernements Ecevit et Demirel. Par là non seulement ils restent stupidement prisonniers du piège démocratique bourgeois, mais ils contribuent au désarmement politique et physique du prolétariat face à la dictature du capital.

C'est pourquoi aujourd'hui, alors que les forces capitalistes contrôlent tout le terrain politique par une dictature ouverte, comme demain, lorsqu'elles s'abriteront à nouveau derrière un masque démocratique pour mieux préserver leur monopole de classe, les perspectives de lutte des communistes révolutionnaires restent les mêmes : lutte de classe résolue du prolétariat en dehors de toute influence bourgeoise ou petite-bourgeoise, union de tous les ouvriers contre l'exploitation et l'oppression quotidienne et pour la défense de leurs conditions de vie, de travail et de lutte, afin de préparer la classe ouvrière à l'insurrection armée qui seule permettra de renverser l'Etat capitaliste et d'instaurer la dictature du prolétariat. Comme le disait Lénine, à l'époque du capitalisme et de l'impérialisme la seule alternative est : ou dictature de la bourgeoisie ou dictature du prolétariat.

Mais pour que cette perspective puisse se réaliser, il importe que le prolétariat s'arme de son organe indispensable, un Parti communiste et internationaliste regroupant autour du programme de la révolution communiste l'avant-garde ouvrière combattive. Seul un tel parti pourra diriger les ouvriers de Turquie, et à leur suite toutes les masses opprimées, sur la voie de l'émancipation et de la victoire en prenant par la force le pouvoir, en instaurant la dictature prolétarienne et en œuvrant pour l'extension de la révolution communiste dans toute la région et dans le monde entier.

# Lutter contre la montée du chômage

Dans un article récent d'*Economie et Humanisme* (juillet-août 1980), un chercheur du FAST (Forecasting and Assessment in the field of Science and Technology — Préviation et Analyse dans le domaine de la Science et de la Technologie — organisme qui dépend de la CEE) écrit tout net : « le chômage ne fait que commencer, les perspectives démographiques, socio-économiques et technologiques rendent plutôt probable son doublement par rapport au niveau actuel d'ici à 1985 ». Au lieu de 6 millions de chômeurs actuellement, on arriverait ainsi à 12 millions.

Ce doublement du chômage s'explique par quatre séries de facteurs.

Le premier facteur est que la croissance ne crée plus d'emplois. Jusqu'en 1974 le progrès technologique a été créateur d'emplois. Maintenant la tendance s'est inversée : la productivité croît plus vite que le Produit Intérieur Brut en volume. Ce qui, ajoute l'auteur de l'article, par définition même de ce qu'est la productivité, ne peut se faire qu'au détriment de l'emploi, du moins tant que la durée du travail reste la même. Théoriquement on pourrait diminuer le chômage en diminuant le temps de travail, s'il n'y avait... la concurrence extérieure : « Parallèlement, les conditions de réduction de la durée du travail sont conditionnées par les contraintes de la compétitivité extérieure, qui condamnent l'Europe à la course aux gains de productivité, ce qui, dans l'hypothèse d'une croissance faible, signifie nécessairement plus de chômage ».

Un examen plus précis révèle que c'est surtout la croissance industrielle qui ne crée plus d'emplois. De plus cette chute des emplois industriels va continuer.

De 1950 à 1965 la production industrielle avait augmenté de 7 % par an en moyenne et les créations d'emplois avaient augmenté de 1 % par an. De 1965 à 1972 la croissance de la production industrielle a été forte (+ 6 % par an), mais les créations d'emplois ont stagné. De 1973 à 1978 la production industrielle a chuté (+ 1 % par an seulement) et les emplois industriels ont diminué de près de 2 % par an.

L'emploi industriel devrait continuer à baisser : d'une part, à cause « de la contrainte de la compétitivité extérieure qui pousse à se spécialiser dans les activités hautement technologiques les plus souvent économes en travail et à abandonner les secteurs menacés par la concurrence des pays du Sud et de l'Est, c'est-à-dire là où la main-d'œuvre est abondante et meilleur marché » ; d'autre part, à cause des bonds de productivité que va engendrer, grâce aux micro-processeurs,

l'automatisation de plus en plus poussée de la production (robotisation, par exemple, dans certaines industries). Dans l'automobile l'emploi devrait ainsi diminuer d'au moins 10 à 20 %.

Le troisième phénomène est que le secteur tertiaire n'absorbe plus les travailleurs « libérés » par le secteur secondaire. Naguère, écrit notre auteur, l'essor des services publics et privés à faibles gains de productivité et pour lesquels la demande sociale croît fortement (santé, éducation, loisirs) compensait les pertes d'emplois dues aux gains de productivité dans l'industrie et l'agriculture. Les emplois perdus se retrouvaient dans le tertiaire. Le rapport Nora-Minc sur l'informatisation de la société est venu balayer cet équilibre : « La télématique apportera un gain considérable de productivité, cela en première instance aggravera le chômage, notamment dans le secteur des services ».

Selon certaines estimations, la télématique et la bureaucratie pourraient économiser plus de 30 % des emplois de bureau, notamment dans les banques, les assurances et les administrations. D'autre part en période de crise l'Etat diminue les dépenses de santé et d'éducation encore plus qu'avant et l'emploi dans ces services diminue d'autant. Enfin, d'après les experts, la population active disponible va augmenter très fortement jusqu'en 1985.

Toujours d'après l'article en question la seule solution pour empêcher, non pas le chômage, mais l'aggravation du chômage, serait un taux de croissance de l'ordre de 7 à 8 % par an. Mais c'est là une hypothèse que personne n'ose avancer, de crainte de passer pour un simple d'esprit. Quant à l'autre solution, la réduction massive de la durée du travail, nous avons déjà vu que les contraintes de la compétitivité s'y opposent.

Les travailleurs ne doivent pas voir dans cette aggravation du chômage uniquement une menace. Elle est le signe au contraire de ce que le capitalisme est un système économique, social et politique, incapable de résoudre les problèmes de la société et qu'il faut balayer. Mais il faut lutter contre le chômage en défendant les exigences des travailleurs, notamment la réduction draconienne de la durée et de l'intensité du travail, la suppression des heures supplémentaires, et le plein salaire pour les licenciés et les chômeurs.

Par delà ses résultats immédiats, cette lutte contre l'offensive capitaliste sur le terrain économique doit être un premier pas dans l'union grandissante des travailleurs contre leurs exploiters.

## Révolte anti-coloniale aux Antilles

(Suite de la page 3)

tensible cependant pour pouvoir coller au mouvement social et canaliser la révolte qui gronde.

Est-il étonnant dans ces conditions que le mouvement d'indépendance, activé par les remous sociaux en Amérique centrale, passe au terrorisme ? C'est absolument inévitable et c'est même progressif.

La répression policière qui sévit aujourd'hui est présentée par la gauche (PC, PS et syndicats) non comme le résultat de l'oppression impérialiste, mais comme la conséquence du... terrorisme. Rien de plus logique : au lieu d'appeler les travailleurs antillais et français à la solidarité contre la répression, ils feignent d'accuser le gouvernement d'inquiéter les militants ouvriers et

de laisser tranquilles les milieux d'extrême-droite, cherchant ainsi à faire passer les actes de révolte contre le colonialisme pour une « provocation colonialiste » dirigée contre la colère « légitime » des masses qui, comme on sait, ne peut se manifester que par des moyens pacifiques (et donc parfaitement inoffensifs).

Nous avouons ne rien connaître du GLA. Le battage actuel nous rappelle cependant quelque chose : les premiers à soulever de façon sérieuse la revendication de l'indépendance en Algérie furent dénoncés par le PC et le PS comme des « agents nazis »... Quoi qu'il en soit, les prolétaires des Antilles et de la métropole doivent leur pleine solidarité aux victimes de la répression coloniale.

## Réunion publique à Paris

Le vendredi 30 janvier, à 20 h 30, (la salle sera précisée dans le prochain journal)

Il y a 60 ans : Les Congrès de Tours et de Livourne

Lisez et diffusez il programma comunista el comunista

## Rentabilité avant tout !

On lit dans *Ouest-France* du 12-12-80 : « Plus d'argent : la CGT licencie. Trois secrétaires permanents d'organisation CGT d'Indre-et-Loire ont été licenciés pour raisons économiques. Motif : une baisse des rentrées de cotisations. L'inspecteur du Travail a donné son accord. Il n'y a pas eu de manifestation ».

Là aussi la crise frappe, mais peut-être le CNPF lancera-t-il un plan de redressement de la CGT ? Car, bien sûr, pour lui l'entreprise est viable...

### SOUSCRIPTION PERMANENTE 1981 LISTE N° 1

Angers : 315 F ; Bordeaux : 14 F ; Grenoble : 278 F ; Lille : 170 F ; Lyon : 403 F ; Rouen : 2.000 F ; Toulouse : 2 F ; Paris : 100 F ; Lausanne : 30 F.  
TOTAL : 3.582,00 F.

### CORRESPONDANCE POUR LA BELGIQUE J.A. BP 199 1060 BRUXELLES 6

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE Editions Programme, 12, rue du Pont, 1003 LAUSANNE

## Permanences du Parti

### EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le 2<sup>e</sup> lundi de chaque mois, de 19 h 30 à 21 h 30, Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

### EN FRANCE

- A Aix-en-Provence : vente le 2<sup>e</sup> samedi du mois, de 11 h à 12 h, au marché devant le Palais de Justice.
- A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.
- A Arles : vente sur le marché du boulevard des Lices, le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> samedi de chaque mois, de 11 h à 12 h.
- A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 h à 12 h.
- A Besançon : vente le 1<sup>er</sup> dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30, devant le Suma de Planoise, avenue de Franche-Comté.
- A Caen : vente au marché Saint-Pierre de 10 h 30 à 12 h, dimanche tous les quinze jours, soit les 11 et 25 janvier, 8 et 22 février, etc.
- Grenoble : vente au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, les dimanches 4 et 18 janvier, 1<sup>er</sup> et 15 février, 1<sup>er</sup>, 15 et 29 mars, etc.
- Au Havre : vente au marché d'Harfleur le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> dimanche de chaque mois.
- Au Mans : vente sur le marché de Pontlieu, le 2<sup>e</sup> dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30.
- A Laval : vente sur le marché de la Cathédrale le 1<sup>er</sup> samedi de chaque mois, de 10 h 30 à 12 h.
- A Lille : tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, 27, rue Adolphe.
- A Lyon : 17, rue René-Leysnaud, Lyon 1<sup>er</sup>, dans la cour, 2<sup>e</sup> porte à gauche, les samedis 17 et 31 janvier, 14 et 28 février, de 14 h à 16 h ; vente au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, de 10 h à 11 h, dimanche tous les quinze jours, soit les 11 et 25 janvier, 8 et 22 février, etc.
- A Nantes : vente le 1<sup>er</sup> dimanche de chaque mois, marché de Tallensac, de 10 h 30 à 11 h 30.
- A Nîmes : vente aux Grandes Halles, entrée rue Général-Perrier, de 10 h à 11 h, le 2<sup>e</sup> et le 4<sup>e</sup> samedi du mois.
- A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 15 h à 18 h, et le mercredi de 18 h 30 à 20 h 30 (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.
- A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.
- A Roubaix : vente au marché (face à la poste) de 11 h à 12 h, le 3<sup>e</sup> dimanche de chaque mois.
- A Strasbourg : vente au marché de Neudorf, place du marché, de 9 h à 10 h, le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> samedi du mois.
- A Toulon : vente au marché du cours L.-Blanc à La Seyne-sur-Mer, dimanche tous les quinze jours, soit les 11 et 25 janvier, 8 et 22 février, etc.
- A Toulouse : vente au marché Saint-Sernin, le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> dimanche du mois, de 11 h à 12 h.
- A Valence : vente le dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourguès-Valence, place de la Liberté, soit les 11 et 25 janvier, 8 et 22 février, etc.

### EN SUISSE

● A Lausanne : tous les samedis de 10 h à 12 h, 12, rue du Pont, atelier au Rez sup.

« Un communiqué du comité de coordination du commandement de l'état de siège, rendu public le 25 décembre à Ankara, indique qu'au cours des trois derniers mois (du 10 septembre au 10 décembre) 29.995 activistes ont été arrêtés sur l'ensemble du territoire, dont 8.500 ont déjà été inculpés, tandis que 8.517 autres sont encore recherchés... »

Le nombre des morts durant cette même période s'élève à 215, dont 27 policiers ou soldats, 70 activistes tués au cours d'accrochages avec les forces de l'ordre, et 118 personnes assassinées par des terroristes. En outre, il y a eu 368 blessés. »

Directeur-gérant : SARO

Imprimerie « E.P. »  
232, rue de Charenton - 75012 PARIS

Distribué par les NMPP

No d'inscription à la commission paritaire de presse : 52926

## Comment riposter à la répression bourgeoise

L'approfondissement de la crise économique et sociale du capitalisme ne peut signifier pour la classe ouvrière et les masses exploitées que l'aggravation de leur situation déjà précaire. Les conditions de vie et de travail qui deviennent chaque jour plus insupportables ne peuvent et ne pourront que susciter encore plus demain des réactions de défense ouvrière.

La bourgeoisie a beau faire de grands discours, la lutte de classe est avant tout déterminée par le développement des contradictions matérielles du capitalisme. La contradiction la plus criante est celle qui fait que la misère dans laquelle sont plongées les masses laborieuses s'accroît au moment même où, à l'autre pôle de la société, les richesses s'accumulent dans les mains des classes possédantes, classes parasitaires par excellence.

Face au danger potentiel que constitue l'émergence des luttes sociales pour l'Ordre capitaliste, la bourgeoisie ne peut évidemment répondre qu'en blindant chaque jour davantage son appareil d'Etat et en accentuant la pression politique et physique qu'elle fait peser sur le prolétariat et les masses exploitées.

C'est pourquoi vouloir lutter contre la répression qui sévit en Algérie sur le terrain de la "démocratie en général" et des forces inter-classistes ou pluri-classistes ne peut déboucher dans le meilleur des cas que sur une impasse. La dictature qui sévit en Algérie n'est pas une "dictature en général", pour la bonne raison qu'il n'a jamais existé et il n'existera jamais de "dictature en général", mais toujours - tant que l'Etat subsiste - une dictature de classe. En Algérie, comme dans tous les pays aujourd'hui, la classe ouvrière doit faire face à la dictature de la bourgeoisie.

Dans ces conditions, il est criminel de faire croire aux travailleurs que dans la lutte contre la répression bourgeoise et pour arracher les libertés politiques et syndicales ils peuvent compter sur des forces bourgeoises, semi-bourgeoises, petites-bourgeoises, sous prétexte qu'en Algérie, le régime politique repose sur l'intervention directe de l'ANP dans les rouages de la machine étatique et sur le "Parti unique". Mais l'appareil hiérarchique de l'ANP n'est-il pas au service de la bourgeoisie ? N'est-il pas composé de bourgeois ? Est-il besoin de rappeler qu'il est vraiment rarissime de voir un officier supérieur de l'ANP qui ne soit en même temps un capitaliste ? Et le FLN, ne défend-il pas les intérêts de la bourgeoisie ?

Il s'ensuit que les classes sociales qui sont réellement intéressées

par la lutte contre la répression bourgeoise sont principalement la classe ouvrière et la paysannerie pauvre, en passant bien sûr par les larges couches semi-prolétariennes. La lutte pour libérer tous les camarades qui sont détenus, pour arracher les droits de grève, d'expression, de réunion et d'organisation, se présente par conséquent comme un combat pour défendre les conditions de la lutte prolétarienne, inséparable de la lutte pour résister à l'exploitation capitaliste.

Certes, la lutte pour défendre les enfants du mouvement social qui sont jetés dans les geôles de la bourgeoisie ne peut exclure l'utilisation des pratiques juridiques qui ne peuvent pas sortir en elles-mêmes du terrain bourgeois, comme par exemple le recours à des avocats, ou même, parfois, la négation devant les tribunaux des faits reprochés. Mais cela ne peut et ne doit jamais faire l'objet de propagande ou d'agitation de la part des communistes révolutionnaires, pour la bonne raison que ceux-ci combattent justement l'illusion mortelle qu'entretiennent les bourgeois parmi les masses exploitées suivant laquelle il peut y avoir, dans le cadre du capitalisme, un procès "loyal" qui serait l'acte d'une "justice souveraine au-dessus des classes" et non un épisode de la guerre sociale entre la bourgeoisie et le prolétariat.

La lutte contre la répression bourgeoise doit donc être menée sur le terrain de la lutte prolétarienne et non pas avec le marais démocratique et inter-classiste. Cette lutte doit revendiquer les méthodes de classe qui fassent jouer en faveur des ouvriers la force que le capitalisme leur donne malgré lui et qui réside notamment dans leur nombre et leur concentration, et non pas dans les méthodes couardes, veules et impuissantes constamment agitées par

les courants démocratiques petits-bourgeois (lettres, pétitions, délégations, etc).

(extraits d'El Oumami n°10)

La bourgeoisie agite la menace du bâton et lance contre nous ses flics et ses bandes parallèles dans l'espoir de nous intimider. Pour nous dissuader d'employer les armes irremplaçables de notre classe : la grève avec piquets, la solidarité ouvrière, l'union de nos rangs, les manifestations de rue, l'organisation de réseaux indépendants de l'Etat, l'auto-défense et l'utilisation de la violence collective.

Ne nous laissons pas intimider par la bourgeoisie. Au demeurant, si la bourgeoisie étale aujourd'hui sa force, c'est, d'un point de vue, un bon indice : elle a peur que l'approfondissement de la crise de son système et l'aggravation de la misère qui en résulte pour les masses poussent celles-ci à faire violemment irruption dans la rue.

A vous, jeunes prolétaires et opprimés, notre parti dit : n'attendez pas que toute la masse bouge pour commencer à faire quelque chose ! Partout, dans les quartiers, les cités, les usines, les lycées, les cafés, il faut prendre contact et tisser des liens avec tous ceux qui veulent se battre. Il faut tenir compte du contrôle policier et de la nécessité de préserver l'avenir du mouvement et donc la sécurité des noyaux combattifs existants. Mais il ne faut plus attendre pour commencer à organiser des foyers de résistance, surtout dans les quartiers, aux bandes de "frères musulmans", de "Baâthistes" et autres fanatiques au service des exploités, sans parler des structures créées pour institutionnaliser la collaboration de classe comme l'UNJA.

L'heure est à l'organisation de toutes les énergies saines qui se révoltent contre la violence légale et para-légale de la bourgeoisie pour préparer les conditions d'une véritable auto-défense prolétarienne. Les communistes révolutionnaires tâcheront d'y contribuer de toutes leurs forces.

(extraits d'El Oumami n°11)

**CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI :** La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

# el-oumami

الأممي - l'internationaliste

organe du parti communiste international



MAROC : IDH, TUNISIE : 100 MILS, ALGÉRIE : LDA

NUMERO 13 - SPECIAL - JANVIER 1981 1FF

## Spécial : le procès de Blida

# ALGERIE LIBEREZ BENKHALLAT ET SES CAMARADES !



Au moment où la bourgeoisie prétend qu'il n'y a plus de prisonniers politiques en Algérie, cinq militants et contacts de notre parti, accusés de "complot" contre la sûreté de l'Etat, viennent d'être condamnés à des peines allant de 3 à 10ans de prison.

## Le procès de Blida

Le procès des jeunes militaires et civils inculpés de complot contre la sûreté de l'Etat et accusés d'avoir constitué une cellule de notre organisation a été expédié en une journée, le 27 décembre, par le Tribunal militaire de Blida. En plus des avocats algériens désignés par les inculpés, seuls deux avocats français ont pu assister à l'audience ; mais on leur a interdit de plaider, et pour être sûr qu'ils ne pourraient suivre le procès, le président a décrété, contrairement à un usage constant devant ce tribunal, que les débats se dérouleraient en arabe. C'est donc dans un véritable huis-clos que les organes "légaux" de répression ont accompli leur besogne.

Tous les aveux des inculpés de Blida leur avaient été arrachés sous la torture après leur arrestation par la Sécurité militaire algérienne. Pour essayer d'éviter qu'on en parle, le président a déclaré dès le début du procès que seuls les aveux faits devant le juge d'instruction (c'est-à-dire après le passage entre les mains des "spécialistes" de la S.M.) seraient pris en considération. Les bourreaux en uniforme ont parfois de ces scrupules juridiques !... Cela n'a pas empêché notre camarade Rabah Benkhallat de dénoncer les tortures qu'il avait subies,

Malgré l'absence totale de preuves du prétendu complot contre la sûreté de l'Etat attribué aux accusés, les sentences prononcées ont été lourdes, à la mesure de la frayeur qu'inspire aux capitalistes et à leurs valets le spectre du communisme :

Mohamed BENSSADA a été condamné par défaut à 10 ans de prison

Rabah BENKHALLAT a été condamné à 6 ans de prison

Abdelmalek KENDOUR a été condamné à 6 ans de prison

Sid Ali AKKACHE a été condamné à 5 ans de prison

Mohamed NAAMAN a été condamné à 3 ans de prison

Même après leur condamnation, les emprisonnés de Blida restent entre les mains de la Sécurité militaire. Mobilisons-nous pour empêcher leur déportation dans le Sud, pour obtenir leur transfert dans une prison civile, pour arracher leur libération totale !

### La déclaration courageuse du camarade Benkhallat

Jusqu'à ce jour nous n'avons pas encore un compte-rendu détaillé de l'audience du 27 décembre 1980 au cours de laquelle a eu lieu le simulacre de procès au terme duquel nos camarades ont été condamnés. Cependant, les quelques éléments dont nous disposons notamment à propos de la déclaration faite par notre camarade RABAH BENKHALLAT devant le Tribunal Militaire de Blida, ne manqueront pas de donner du courage à tous ceux qui brûlent de se battre contre cette société odieuse qui condamne ceux qui travaillent à la misère et à l'oppression, au moment où les bourgeois, ces profiteurs et ces parasites, baignent dans le luxe et l'opulence.

Notre camarade BENKHALLAT n'a pas hésité à dénoncer courageusement les tortures qu'il avait subies avec ses camarades malgré la présence d'officiers de la Sécurité Militaire dans la salle d'audience. Sa déclaration courageuse et enthousiaste était un véritable réquisitoire contre le faux "socialisme" algérien. C'est ainsi

qu'il a dénoncé l'injustice sociale dont sont victimes les masses travailleuses sous le capitalisme en rappelant que dans le socialisme il ne peut y avoir ni exploitation ni chômage.

Comme tous les bourgeois, le président du Tribunal Militaire n'a eu aucune honte à répondre en niant l'existence du chômage en Algérie, et comment ? En rappelant cyniquement que seuls ceux qui ne veulent pas travailler sont au chômage en Algérie. A titre d'exemple, un ouvrier qui travaille tous les jours de la semaine a pu se libérer le vendredi pour peindre la maison ... de Monsieur le président du Tribunal !

Nos lecteurs apprécieront comme il se doit le cynisme des bourgeois qui puent le mensonge et condamnent les enfants des masses exploitées pour leur courage, leur intégrité et leur foi dans un monde où il n'y aura ni classes ni oppression de classe

## Communiqué du Parti

Après des aveux arrachés sous la torture et un simulacre de procès, cinq militants et contacts de notre organisation viennent d'être condamnés à des peines de 3 à 10 ans de prison. Il s'agit de Mohamed Benssada, Rabah Benkhallat, Abdelmalek Kendour, Ali Akkache et Mohamed Naaman. Nous saluons ces jeunes révolutionnaires, qui malgré deux années de détention au secret entre les mains de la Sécurité Militaire algérienne n'ont pas hésité à revendiquer avec courage leurs idées face à ceux qui s'approprièrent à les condamner.

Ce procès est un nouvel épisode de la répression qui frappe quotidiennement la classe ouvrière et les masses pauvres d'Algérie, cependant que la nouvelle classe dominante issue de l'indépendance s'engraisse cyniquement en accumulant richesses sur richesses. L'acharnement contre les condamnés de Blida montre à quel point la bourgeoisie algérienne craint la diffusion - en particulier au sein de l'armée, principal instrument de défense de sa domination et de ses privilèges - contre la colère des masses - du marxisme révolutionnaire, qui démasque tous ses mensonges sur le soi-disant "socialisme" algérien et montre aux opprimés la voie de leur émancipation. Mais ni la répression, ni les mensonges bourgeois n'empêcheront le fossé de classe de se creuser chaque jour davantage, en Algérie comme ailleurs, et la classe ouvrière de s'emparer de l'arme du marxisme pour organiser à la tête des masses pauvres le combat contre le capitalisme.

Nous appelons tous les révolutionnaires, tous les militants de la cause de l'émancipation prolétarienne, à lutter avec nous pour la libération des condamnés de Blida, et pour les arracher des mains de la Sécurité Militaire

Quant aux bourgeois algériens, à leurs flics et à leurs tortionnaires, nous n'implorons de leur part ni "mesures de libéralisation", ni clémence. Nous n'avons qu'une chose à leur dire : le jour où la classe ouvrière procédera au règlement des comptes, le châtiement qu'ils subiront de la part des masses sera à la mesure des souffrances qu'ils leur auront infligées.

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL  
Le 1er janvier 1981

## le Parti Communiste International

ORGANISATIONS ET LES GROUPES SE RÉCLAMANT DU COMMUNISME, LA CONFUSION QUI S'EN SUIV EST GRANDE PARMIS TOUS CEUX QUI CHERCHENT, SOUVENT AVEC ENTHOUSIASME, À S'APPROPRIER LE PATRIMOINE HISTORIQUE DE LA CLASSE OUVRIÈRE ET LES ÉLÉMENTS FONDAMENTAUX DE SA THÉORIE RÉVOLUTIONNAIRE.

sociale de la société pour assurer l'avènement du communisme, ne peuvent être accomplies que si le prolétariat s'organise sous la direction exclusive de son parti de classe révolutionnaire : le parti communiste mondial fondé sur la base du communisme révolutionnaire de Marx et Lénine qui seul peut donner à la classe l'unité de but, de volonté et d'action dont elle a besoin pour vaincre.

C'est ce programme clair et tranchant que le Parti Communiste International défend et entend réaliser. Tous les révolutionnaires sincères qui ont horreur de l'hypocrisie, des tergiversations, des demi-mesures, des compromis de trahison qui

consistent à échanger l'avenir du prolétariat contre de fallacieuses réformes tendant à rendre plus trompeuse la domination de la bourgeoisie, se reconnaîtront dans ce programme.

Mais notre parti n'est pas une organisation fermée dans une tour d'ivoire. Notre parti est convaincu que la simple propagande générale de ses principes ne lui permettra pas à elle seule de réaliser son programme. Il défend avec acharnement le marxisme, consacre des efforts immenses pour le propager surtout dans les avant-gardes ouvrières et parmi les jeunes combattifs et renforce son organisation par le prosélytisme, l'adhésion de nouveaux membres et leur encadre-

ment dans un tissu organique qui lui assure la plus grande homogénéité de volonté et d'action.

Mais notre parti est formé de militants qui luttent partout où la classe vit pour elle-même. Il est convaincu que sa participation dans toutes les formes de résistance de la classe ouvrière et des masses exploitées à toutes les formes d'exploitation, d'oppression et de répression bourgeoises est indispensable, non seulement pour la fusion entre le communisme révolutionnaire incarné par le parti de classe et les avant-gardes du mouvement ouvrier, mais aussi pour son propre développement et renforcement d'une part et pour assurer d'autre part au mouvement ouvrier le maximum de chances pour se développer sur des bases de classe saines en dehors de l'influence paralysante des idéologies, des pratiques et des organisations bourgeoises et petites-bourgeoises.

## Points de principe de notre programme

NOUS REPRODUISONS DANS CE NUMÉRO SPÉCIAL LES PRINCIPES DE BASE DU MARXISME RÉVOLUTIONNAIRE CONTENUS DANS LE PROGRAMME DE NOTRE PARTI POUR AIDER NOS LECTEURS ET TOUS CEUX QUI S'INTÉRESSENT À NOS POSITIONS À MIEUX NOUS CONNAÎTRE :

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dépend sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers

la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le Parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens matériels d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politiques la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique programmatique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande

de politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

CONTRE LE SILENCE ET LES MENSONGES DE LA BOURGEOISIE, LEVEZ HAUT L'ÉTENDARD DE LA VÉRITÉ RÉVOLUTIONNAIRE, REPRODUISEZ, FAITES LIRE ET DIFFUSEZ CE BULLETIN AUTOUR DE VOUS !

## Ce qu'est et ce que veut

Inutile de souligner que la clarification est vraiment le dernier souci de la presse bourgeoise. C'est ainsi que plusieurs quotidiens parisiens ont qualifié notre parti de "trotskyste". Le journal de la contestation existentielle petite-bourgeoise *Libération* a même ré-ussi le coup de dire deux fois "trotskyste" alors qu'il avait consacré à la condamnation de nos camarades un petit paragraphe en bas de la dernière page.

Nos lecteurs pourront se référer à nos textes fondamentaux et à notre presse pour s'apercevoir que nous n'avons rien à voir avec le mouvement trotskyste, même si le courant de la Gauche italienne dont notre parti est issu a combattu parallèlement à Trotsky et à l'Opposition russe le mensonge du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne.

La Gauche italienne est un courant marxiste révolutionnaire qui s'est développé avant la première guerre mondiale au sein du Parti Socialiste Italien. Avant même qu'il y ait une liaison formelle entre les deux courants, les positions de la Gauche italienne, contrairement à celles de Trotsky avant la révolution d'Octobre, ont convergé avec celles des bolchéviks sur toutes les questions stratégiques essentielles : lutte contre le réformisme et l'anarchisme, proclamation du défaitisme révolutionnaire face à la guerre impérialiste et de la nécessité de transformer celle-ci en guerre civile révolutionnaire pour la prise du pouvoir et la destruction de l'Etat bourgeois, dénonciation de toutes les formes de centrisme qui tentait d'éviter la séparation avec les partis de la IIème Internationale en proie à la gauche grène social-réformiste et social-patriotique sous couvert de l'argument hypocrite et mensonger de l'"unité" du mouvement ouvrier alors que l'opportunisme signifie précisément la scission de fait des rangs du prolétariat et la soumission de celui-ci aux règles du jeu parlementaire de la bourgeoisie.

Au Congrès du Parti Socialiste Italien qui se tint à Livourne en janvier 1921, la Gauche fonde le Parti Communiste d'Italie qu'elle dirige jusqu'en février 1923, date de l'arrestation des dirigeants de la Gauche par le régime fasciste de Mussolini. Mais la Gauche continuera son travail au sein de l'Internationale Communiste avec laquelle elle convergeait sur le plan du programme et des principes, en essayant de délimiter rigoureusement ses normes organisatives et ses méthodes tactiques afin de prévenir la dégénérescence oppo-

DANS LES CONDITIONS POLITIQUES QUI PRÉVALENT EN ALGÉRIE, IL EST TRÈS DIFFICILE D'AVOIR À SA DISPOSITION UNE DOCUMENTATION SUFFISANTE POUR POUVOIR CONNAÎTRE DE MANIÈRE NON SUPERFICIELLE LES POSITIONS DES DIFFÉRENTS COURANTS QUI SE RÉCLAMENT DU MARXISME. AJOUTONS À CE PHÉNOMÈNE QUE NOMBREUX SONT AUJOURD'HUI LES

tuniste qui, en 1926, cessera d'être une dangereuse éventualité pour devenir une douloureuse réalité dont la Gauche italienne a dû par la suite tirer le bilan dynamique pour nous le laisser à nous, jeunes militants de la cause ouvrière et au parti qui se réclame aujourd'hui de son magnifique combat.

Durant toutes les années difficiles de contre-révolution stalinienne où tout semblait perdu pour le mouvement ouvrier et communiste, on peut dire que par son attachement orthodoxe aux principes du communisme, par son intransigeance de fer, par la lucidité marxiste des appréciations historiques qu'elle a données sur le cours de plus en plus totalitaire de la démocratie bourgeoise, sur la situation à laquelle a été réduit politiquement et physiquement le prolétariat et par conséquent sur les perspectives et les conditions de la reprise révolutionnaire, la Gauche italienne fut le prolongement du bolchévisme compris comme restauration intégrale du marxisme et lutte sans quartier contre toutes les formes de révisionnisme. C'est sur la base de ce patrimoine, consigné dans les thèses de la Gauche de 1920-1926 et dans le bilan des années suivantes, que se constitua notre petit parti, d'abord en Italie en 1951, avant de commencer à étendre son réseau organisationnel qui est aujourd'hui de plus en plus international.

Notre parti, aussi petit soit-il aujourd'hui, (et ce n'est pas la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier international que les révolutionnaires sont confrontés à une situation où leur voix ne se fait pas beaucoup entendre) a la fierté de se revendiquer de la ligne qui va du manifeste communiste de 1848 jusqu'aux années glorieuses de l'Internationale de Lénine.

Contrairement à tous ceux qui mutilent et trahissent le marxisme révolutionnaire sous prétexte de l'actualiser et de le moderniser, notre parti défend avec acharnement l'intégralité du programme communiste. Le marxisme est l'arme théorique du prolétariat en lutte contre l'esclavage capitaliste pour l'instauration d'une société sans classes, la société communiste. Tant que le capitalisme demeure sur pied,

sous une forme privée, étatique ou autogestionnaire, rien n'est plus actuel que de s'organiser et de lutter pour l'abattre. Tant que la lutte pour en finir avec le capitalisme et instaurer le communisme demeure à l'ordre du jour, le marxisme est d'une actualité brûlante.

Le marxisme est la théorie révolutionnaire qui cristallise les conditions historiques de l'émancipation prolétarienne. Le marxisme démontre que la chute du capitalisme est inéluctable et éclaire le chemin que le prolétariat doit nécessairement parcourir pour en finir avec le monde infâme du capital.

La société bourgeoise ne peut être réformée mais doit être abolie de fond en comble pour assurer le passage à la société sans classes et donc sans exploitation ni oppression.

Le capitalisme, et donc les conditions d'exploitation de la classe ouvrière, ont un caractère international comme en témoignent l'intégration croissante de toutes les économies nationales dans le marché mondial, le phénomène de l'émigration ouvrière et du brassage des différentes nationalités dans tous les continents ainsi que la sainte alliance internationale des Etats bourgeois en vue de contenir les explosions sociales.

La lutte du prolétariat, son organisation et la société communiste qui surgira de son combat historique ne peuvent par conséquent qu'être internationales. C'est là la base matérielle de l'internationalisme prolétarien que nous revendiquons et que notre parti réalise déjà concrètement dans toutes les manifestations de sa vie.

L'Etat bourgeois ne peut pas être démocratisé mais doit être violemment détruit par le prolétariat insurgé. La transformation de la société dans un sens communiste ne peut se réaliser qu'avec l'instauration de la dictature du prolétariat qui interviendra despotiquement dans les rapports de production et de propriété pour abolir l'exploitation de classe et ses représentants qui seront mis hors-la-loi tant qu'ils subsisteront socialement.

Mais toutes ces tâches, insurrection armée, destruction de l'Etat bourgeois, instauration de la dictature du prolétariat et transformation économique et

## Libérez Benkhallat et ses camarades !

Cinq militants et contacts de notre organisation ont été condamnés à de lourdes peines de prison au terme d'un procès expédié à la hâte dans la journée du 27 décembre 1980. Accusés d'avoir constitué une cellule du Parti Communiste International, ils étaient inculpés d'"atteinte à la sûreté de l'Etat" et "complot".

Les sentences qui ont couronné ce procès montrent que l'absence totale de preuves de ce prétendu complot contre la sûreté de l'Etat n'a pas diminué pour autant l'acharnement des juges bourgeois. Cet acharnement s'explique parfaitement lorsqu'on sait combien la bourgeoisie est hantée par le spectre du communisme, même si aujourd'hui les voix qui s'élèvent pour défendre le marxisme orthodoxe ne se font pas beaucoup entendre.

Les camarades emprisonnés ont été arrêtés par la Sécurité Militaire en novembre 1978, au moment de l'aggravation de la maladie de Boumediène. La bourgeoisie craignait que les remous au sommet qui accompagnent nécessairement le processus de succession, ne créent une instabilité de nature à ouvrir des brèches aux masses et aux militants qui voudraient profiter de la situation pour intensifier leur propagande et leur agitation politiques.

Les arrestations qui ont eu lieu le 9 novembre 1978 à l'académie inter-armes de Cherchell étaient d'autant plus faciles que notre camarade Rabah Benkhallat était déjà "brûlé" aux yeux de la S.M. pour avoir été arrêté une première fois en juillet 1976. Remarquons au passage que le commandement militaire et les services de la S.M. se faisaient aider dans le flicage et la provocation de tous ceux qui sont susceptibles d'avoir des idées non conformistes par les "frères musulmans" très actifs dans l'académie militaire de Cherchell.

L'ampleur de la répression déclenchée à Cherchell en novembre 1978 montre surtout que la bourgeoisie a peur de la propagation du marxisme révolutionnaire tout particulièrement dans l'armée. Des personnes ayant sympathisé avec nos camarades ont été arrêtées et torturées. C'est ainsi que trois élèves-officiers qui étaient de simples contacts ont purgé avec les camarades presque 2 ans de prison avant d'obtenir un non-lieu à la veille du procès. Par ailleurs, d'autres militaires ont été arrêtés, torturés avant d'être relâchés au bout de 20 jours pour le simple "crime" d'avoir lu notre presse. Voilà la "sensibilité" de la bourgeoisie à "tout ce qui touche l'armée" dont parle le quotidien bourgeois *Le Monde* !

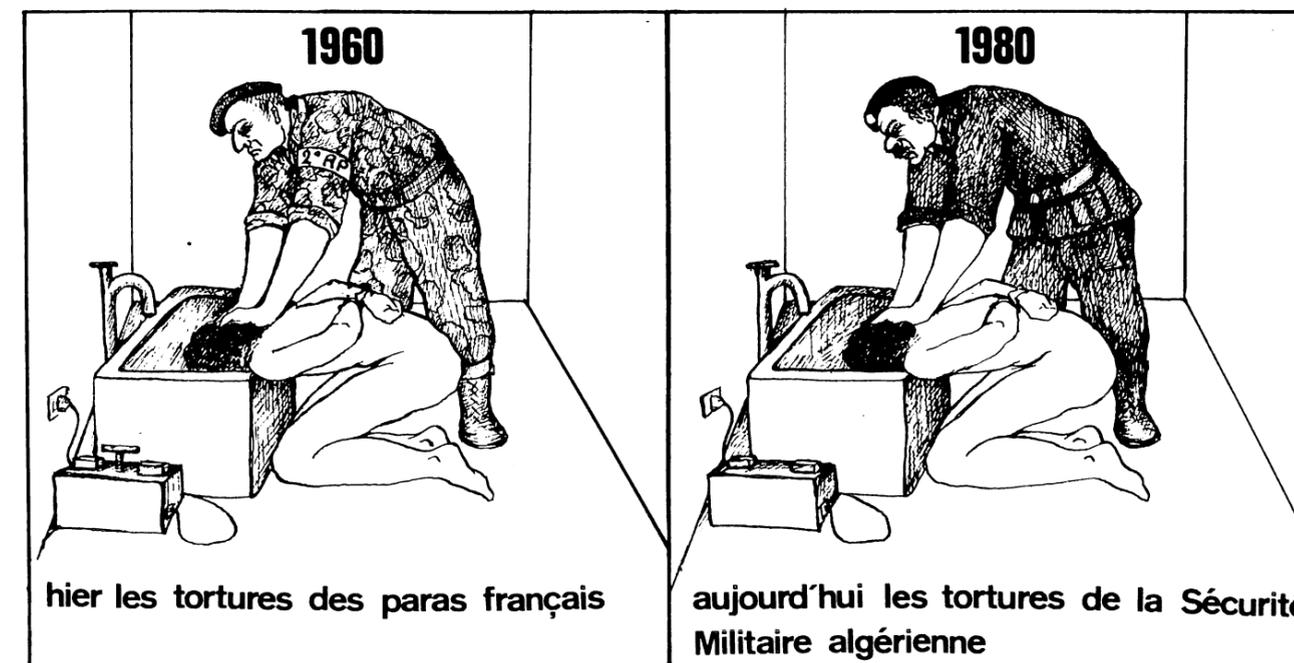
La bourgeoisie a d'autant plus peur de la contagion du marxisme qu'aucun des militaires arrêtés n'est un officier de carrière qui aurait rejoint volontairement les rangs de l'ANP. Ils sont tous issus de l'"Ecole des Cadets de la Révolution" créée à la veille de l'indépendance par l'ALN à la frontière algéro-tunisienne pour prendre en charge les enfants de chouhadas, de maquisards et des handicapés de guerre. Dès leur plus jeune âge, les cadets ont à subir une formation pré-militaire avec tout ce que suppose la vie de caserne et le despotisme hiérarchique. Ils sont par la suite appelés à devenir officiers de l'ANP. On imagine facilement le potentiel de révolte de ces jeunes militaires à vie, malgré eux, sans avoir signé le moindre engagement avec l'ANP.

Les travailleurs et les jeunes conscients du danger contre-révolutionnaire du militarisme bourgeois, tous ceux qui savent que l'ANP n'était pas sur les lieux du tremblement de terre d'El Asnam pour aider les masses sinistrées, mais pour quadriller la région et éviter que la colère populaire ne débouche sur des émeutes, tous ceux qui ont la haine des bourgeois, des exploités et de leur Etat, se reconnaîtreont dans notre combat en vue de mobiliser sur le terrain de la lutte de classe intransigeante le plus grand nombre possible d'ouvriers et de jeunes combattifs pour arracher la libération de nos camarades emprisonnés, ou au moins pour obtenir en attendant des conditions de détention moins inhumaines : transfert dans une prison civile, droit de visite élargi à tous les membres de la famille et aux amis, droit de lecture, droit de recevoir des colis, etc.

Nous ne faisons pas de cette lutte une question de boutique. L'arrestation et la condamnation de nos camarades n'est qu'un épisode de plus de la répression bourgeoise qui s'abat sur les masses en Algérie. La lutte pour exiger leur libération est inséparable de la mobilisation en vue de préparer une riposte de classe à la répression bourgeoise.

Les travailleurs et les jeunes combattifs qui veulent se battre contre la répression bourgeoise et pour arracher les libertés politiques et syndicales indispensables au développement du mouvement ouvrier en Algérie devront inscrire dans leurs revendications la libération inconditionnelle de tous les prisonniers politiques et le libre retour de tous les exilés.

A BAS LA REPRESSION BOURGEOISE !  
LIBEREZ TOUS LES PRISONNIERS ANONYMES JETES DANS  
LES PRISONS DE LA BOURGEOISIE ALGERIENNE !  
LIBEREZ BENKHALLAT ET SES CAMARADES !  
LIBRE RETOUR POUR TOUS LES EXILES POLITIQUES !  
LIBERTE D'EXPRESSION, DE REUNION ET D'ORGANISATION  
SYNDICALE ET POLITIQUE !



Mais la lutte continue: hier contre le colonialisme aujourd'hui contre le capitalisme

## Le verdict de Blida n'arrêtera pas la propagation

Heureusement que les travailleurs sont trop habitués aux déclarations mensongères des politiciens bourgeois pour être fous au point de les croire sur parole.

La répression bourgeoise qui sévit en Algérie est trop visible aux yeux des masses exploitées qui en font quotidiennement les frais pour que la libération de Ben Bella puisse la faire oublier. Le poids de l'oppression sociale et politique qui pèse sur les masses est trop lourd pour que le soi-disant "printemps" inauguré par Chadli puisse les abuser aussi facilement que se l'imaginent les agents de la propagande bourgeoise.

Le mensonge bourgeois, suivant lequel il n'y aurait pas de prisonniers politiques en Algérie, s'inscrit parfaitement dans la lignée de toute une série de mensonges : La société algérienne, ne serait pas une société de classes et ne connaîtrait donc pas de lutte de classes, l'Etat algérien ne serait pas un Etat bourgeois, mais plutôt un Etat de tout le "peuple", l'A. N. P. ne serait pas une armée comme toutes les armées bourgeoises, mais une armée "populaire" au service des masses, etc.

Mais la bourgeoisie a beau mentir, la réalité brutale que vivent dans leur chair les masses travailleuses, est là pour témoigner que, sans parler de toutes les tares de l'arriération économique et sociale, la société algérienne, comme toute société bourgeoise, est déchirée par un antagonisme croissant entre exploités et exploités. Les exploités, les bourgeois, ne font que s'enrichir et consolider leur assise sociale et leur pouvoir politique, tandis que les exploités, ouvriers et paysans pauvres, plongés dans une insécurité croissante, subissent la dégradation constante de leur situation déjà dramatique.

Comment une telle société peut-elle être à l'abri de la lutte de classes ? Lorsque dans les documents officiels du Ministère du Travail, la bourgeoisie reconnaît que, pour la seule année 1977, il y aurait eu en Algérie, 332 grèves, dont 129 dans le secteur soi-disant "socialiste", n'avoue-t-elle pas implicitement qu'elle doit faire face à une lutte de classes de plus en plus ouverte ?

"Les grèves qui relèvent de la nature même de la société capitaliste", écrivait Lénine, en 1899, marquent le début de la lutte menée par la classe ouvrière contre cette organisation de la société.

Il y a quelques semaines, à la suite de la libération de Ben Bella, la bourgeoisie algérienne, par la bouche de ses plus hauts représentants, avait prétendu qu'il n'y avait plus de prisonniers politiques en Algérie.

Et comment une société traversée par la lutte de classe et caractérisée par la domination de la bourgeoisie sur le prolétariat et les masses pauvres, peut-elle être à l'abri de la violence sociale ? La lutte de classes est inséparable de la violence sociale. Celle-ci peut être, suivant les situations, ouverte ou cachée, en puissance ou en action, forte ou moins forte, mais, elle ne peut disparaître tant qu'il y a des classes, des antagonismes de classes et une exploitation de classe.

C'est pourquoi, la violence bourgeoise est inséparable de la domination bourgeoise. Cette violence est prise en charge par des appareils conçus spécialement à cette fin : armée, police, sécurité militaire, tribunaux, prisons, sans parler des bandes para-légales comme les "frères musulmans".

Mais la lutte des classes ne se manifeste pas seulement à travers des grèves ouvrières et des luttes à caractère économique. La classe ouvrière, qui est née avec la révolution industrielle, a son histoire à elle. C'est une histoire qui remonte à plus d'un siècle et qui est faite de luttes, de sacrifices, de rares et glorieuses victoires, mais surtout de nombreuses défaites dont le bilan et les leçons sont indispensables au combat et au triomphe de demain. C'est au contact des premières luttes historiques du prolétariat que le marxisme, arme idéologique et politique du mouvement ouvrier, a pris corps pour donner naissance à des programmes, stratégies et tactiques qui devront servir à la classe et aux militants qui auront à décapiter le monstre du capitalisme.

Depuis que le marxisme a surgi d'un bloc dans le choc des luttes et des révolutions de 1848 et même dans les périodes de reflux du mouvement ouvrier, une des manifestations de la lutte des classes consiste à brandir le drapeau du communisme, à défendre le marxisme révolutionnaire contre les assauts de la bourgeoisie et du doute révisionniste, à propager les idées du socialisme scientifique parmi les ouvriers d'avant-garde et les jeunes combattifs et à organiser autour du patrimoine historique de la classe ouvrière et des positions de MARX, ENGELS, LENINE, tous ceux qui sont convaincus de la justesse du communisme révolutionnaire et de son inéluctabilité.

de son triomphe historique sur toute la planète.

La bourgeoisie sait parfaitement que la lutte idéologique et politique, même lorsque ses acteurs sont encore trop faibles pour l'articuler avec une participation constante dans la lutte et l'organisation économique de la classe ouvrière, est une manifestation de la lutte de classes qu'elle cherche à freiner quand elle est incapable de l'escamoter.

La bourgeoisie aimerait mener à elle-seule, la lutte de classes, c'est à dire sans réactions de la part des ouvriers et des masses exploitées.

Sa lutte économique ? exploiter la classe ouvrière pour lui extorquer la plus grande quantité possible de plus-value en réprimant toute lutte ouvrière visant à diminuer le temps de travail et à augmenter les salaires. Sa lutte politique ? renforcer l'Etat bourgeois et ses appareils répressifs ainsi que les partis et les organisations "de masse" à sa botte, interdire aux prolétaires et aux exploités tout droit d'expression, de réunion d'organisation et de manifestation.

Sa lutte idéologique ? répandre dans les masses l'esprit de soumission, le nationalisme, le chauvinisme, l'obscurantisme religieux pour retarder l'éveil de leur conscience de classe et leur conscience révolutionnaire.

Pour mener le plus efficacement possible la lutte de classes la bourgeoisie dispose de ses appareils répressifs et de tout un arsenal de lois.

Sur le terrain économique, non contents d'avoir à leur disposition l'appareil bureaucratique de l'U. G. T. A. dont la fonction est d'empêcher les ouvriers de lutter et les institutions de la collaboration de classes de la Gestion "socialiste" des entreprises (GSE) les bourgeois algériens ont carrément fait interdire la grève dans le secteur public.

Le code pénal en vigueur, assimile purement et simplement la grève à un délit. L'article 171 de ce code, stipule :

"est puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 500 à 20.000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque, à l'aide de violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses, a amené ou

## du marxisme révolutionnaire

Des militants condamnés pour "atteinte à la sûreté de l'Etat" et "Complot", ne seraient donc pas des prisonniers politiques ?

*maintenu, tenté d'amener ou de maintenir une cessation de travail dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires, ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail. Lorsque les violences, voies de fait, menaces ou manœuvres ont été commises par suite d'un plan concerté, les coupables peuvent être frappés de l'interdiction de séjour pendant deux ans au moins et cinq ans au plus."*

Sur le plan politique et idéologique, l'Etat bourgeois interdit aux masses toute liberté de mouvement et d'organisation autonome, les fameuses libertés d'expression, de réunion et d'association qui accompagnent la "démocratie socialiste" ne peuvent être exercées que dans le cadre de la loi bourgeoise et des institutions mises sur pied pour défendre et protéger les privilèges des capitalistes.

Le système de domination politique de la bourgeoisie algérienne ne fait que seul le parti unique F.L.N. a le droit d'avoir une activité publique, les néo-staliniens du P.A.G.S., tolérés par la bourgeoisie pour les services de larbins qu'ils lui rendent, se contentent pour le moment, d'une activité semi-publique.

Si on exclut donc les staliniens les "frères musulmans" et les "bathistes", tous intégrés, d'une manière ou d'une autre, dans le jeu de la bourgeoisie, quand ce n'est pas dans l'appareil d'Etat lui-même, nous pouvons dire que tout ce qui bouge est vite réprimé par l'Etat bourgeois.

L'arrestation et la condamnation de nos camarades, pris dans ce contexte général, ne sont donc qu'un moment de la lutte de classes, même s'il est vrai qu'aujourd'hui, c'est la bourgeoisie qui se trouve pour des raisons objectives, à l'offensive. Plus précisément, l'emprisonnement, les tortures que la Sécurité Militaire a fait subir à nos camarades, et leur condamnation par un Tribunal Militaire, siégeant à la sauvette, sont un épisode de la violence systématique livrée par la bourgeoisie et ses appareils répressifs, contre tous ceux qui refusent de se plier à l'Ordre établi.

Mais le fait que la justice bourgeoise n'ait pas trouvé de preuves matérielles qui puissent étayer l'inculpation de "complot" contre la sûreté de l'Etat, montre clairement que l'objectif des

bourgeois est la chasse systématique aux idées du marxisme révolutionnaire. Le verdict de Blida, est une preuve a contrario, de la validité internationale du marxisme. Il y a plus d'un siècle MARX et ENGELS faisaient remarquer dans le Manifeste du Parti Communiste, que le communisme était devenu le spectre qui hantait toutes les classes dominantes et leurs représentants.

En 1848, MARX et ENGELS parlaient surtout de l'Europe. Aujourd'hui, il n'est que trop facile de voir que le communisme, c'est le spectre qui hante la bourgeoisie et les classes possédantes du monde entier. Oui, le marxisme est une "plante de tous les climats", comme l'a toujours défendu notre Parti. Le verdict de Blida, vient donc donner une confirmation supplémentaire à cette thèse.

Sinon, de quoi la bourgeoisie algérienne avait-elle peur ? Même un quotidien bourgeois, dont la complaisance vis-à-vis de la bourgeoisie algérienne n'est un secret pour personne, reconnaît, en parlant de nos camarades, : "Il semble difficile de penser, en effet, que les accusés aient pu sérieusement menacer la sécurité de l'Etat" (Le Monde du 30/12/80)

Si les masses algériennes sont profondément musulmanes et hostiles au communisme, comme se plaisent à le dire les idéologues de la bourgeoisie, pourquoi la bourgeoisie recourt-elle à l'arrestation et à la condamnation de ceux qui risqueraient de s'isoler complètement des masses, du simple fait qu'ils approchent le communisme ?

Si les travailleurs algériens mettent vraiment "l'intérêt national" au-dessus de tout et rejettent la lutte des classes parce qu'ils trouveraient contraire aux sentiments de la fraternité musulmane cette lutte, pourquoi la bourgeoisie éprouve-t-elle le besoin de juger à la sauvette et dans le silence le plus complet, des personnes qu'elle accuse d'être en contact avec un Parti qui lui, ne cache pas, au contraire, que sa raison d'être est d'aiguiller la lutte de classes, de la développer et de la mener jusqu'à son point culminant, l'insurrection armée et la prise du pouvoir pour instaurer la dictature du prolétariat ?

Certes, le verdict de Blida est un coup porté contre notre parti. Mais c'est un verdict qui

doit aussi être mis en avant par tous les militants de la cause ouvrière, pour contribuer à ouvrir les yeux de leurs frères de classe, soumis au matraquage idéologique quotidien de la bourgeoisie qui a fait sienne toutes les armes de la guerre psychologique héritée des services de la S. A. S. de la période coloniale.

Les bourgeois ne perdent rien pour attendre. Le confort dans lequel ils exercent aujourd'hui leur domination, n'est pas aussi éternel qu'ils se l'imaginent. Toutes les classes possédantes et leurs Etats ont tenté, par le passé, de résister aux nouvelles idées qui proclamaient leur déchéance et la nécessité de les abattre par la violence et la répression. Mais, à la longue, la violence qui ne va pas dans le sens de l'histoire, est vouée à l'échec.

La bourgeoisie algérienne a beau s'acharner sur les marxistes, elle n'empêchera pas le communisme révolutionnaire de se propager et de gagner le cœur et l'esprit de tous les militants sincères et honnêtes, qui veulent se battre pour en finir avec ce monde de misère et de mensonges.

La répression syndicale n'empêchera pas les grèves de se généraliser, de se développer, ni les ouvriers de coordonner leurs efforts de lutte et d'organisation économique.

De la même façon, la répression idéologique et politique, n'empêchera pas la propagation irrésistible du marxisme révolutionnaire, l'implantation et le renforcement du Parti de classe révolutionnaire, seul en mesure de donner à la classe ouvrière l'unité de but, de volonté et d'action dont elle a besoin pour détruire l'Etat bourgeois, instaurer sa dictature de classe et transformer, en liaison avec le prolétariat de tous les pays, la société dans un sens communiste.

### SOUSCRIPTION SPECIALE POUR LA DEFENSE DES EMPRISONNES DE BLIDA

Envoyez vos dons en espèces, ou par chèque bancaire ou postal à l'ordre de Saro, avec la mention : "SOLIDARITE ALGERIE"

Adresser les envois aux Editions Programme, 20 rue Jean Bouton, 75012 Paris.